

# **AFRIQUE DE L'OUEST: RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS**

## ***Evaluation de l'Organisation de la Société Civile Francophone: Rapport de Synthèse sur le Mali et la Côte d'Ivoire***

### **Élaboré pour le compte de:**

United States Agency for International Development (USAID)  
West Africa Regional Program (WARP)

### **Élaboré par:**

Chef d'Équipe: Leslie Fox

Équipe Côte d'Ivoire: Raphaël Ouattara, Aliou Boly

Équipe Mali: Moussa Batchily Ba, Yacouba Konate, Aliou Boly

Robert Charlick, Chef d'équipe principal

### **ARD, Inc.**

159 Bank Street, Suite 300

Burlington, VT 05401 USA

Téléphone: (802) 658-3890

Télécopie: (802) 658-4247

Sous le contrat à quantité indéterminée *USAID Broadening Access and Strengthening Input  
Market Systems* (BASIS)

**décembre 2001**



This report is intended only for the use of the Government and may contain information that is legally privileged, proprietary and/or confidential. Any dissemination, distribution, or copying of this report is prohibited except by permission. This restriction does not limit the Government's right to use information contained in this data if it is obtained from another source without restriction. The data subject to this restriction are contained in all sheets and all annexes.

## Table des Matières

---

<b>SIGLES DES OSC DE LA COTE D’IVOIRE ET DU MALI</b> .....	<b>iii</b>
<b>I. INTRODUCTION ET APERÇU DE LA SITUATION</b> .....	<b>1</b>
<b>II. RESOLUTION ET PREVENTION DES CONFLITS: MISE EN PRATIQUE DES TERMES</b> .....	<b>4</b>
<b>III. SOCIETE CIVILE</b> .....	<b>6</b>
A. Mali.....	6
B. Côte d’Ivoire.....	8
C. Conclusions Principales.....	10
<b>IV. L’ENVIRONNEMENT LEGAL, POLITIQUE, ET REGLEMENTAIRE</b> .....	<b>11</b>
A. Mali.....	11
B. Côte d’Ivoire.....	12
C. Conclusions Principales.....	14
<b>V. LA NATURE DES CONFLITS</b> .....	<b>16</b>
A. Mali.....	16
1. <i>Un peuple de plus en plus conscient des droits démocratiques et civiques</i> .....	16
2. <i>Tradition contre modernité: valeurs et pratiques</i> .....	16
3. <i>Environnement Légal et Institutionnel</i> .....	16
4. <i>Intérêts Sociaux Divergents</i> .....	17
5. <i>Ressources Naturelles: Accès et Utilisation</i> .....	17
6. <i>Décentralisation</i> .....	17
B. Côte d’Ivoire.....	17
1. <i>L’effondrement du consensus politique: quel rôle pour la société civile ?</i> .....	17
2. <i>Qui est ivoirien ? Le cas de l’identité nationale</i> .....	18
3. <i>Champions autonomes de la réforme transformés en anti-réformistes cooptés</i> .....	19
4. <i>L’environnement légal et institutionnel</i> .....	19
5. <i>Promesses non tenues: divergence des intérêts sociaux</i> .....	20
6. <i>Ressources naturelles: Au-delà des frontières/ Règles traditionnelles contre règles modernes</i> .....	21
7. <i>Autorité moderne contre autorité traditionnelle dans la gestion et la prévention de conflits</i> .....	22
C. Conclusions Principales.....	23
<b>VI. EVALUATION DES CAPACITES DES OSC</b> .....	<b>24</b>
A. Gouvernance démocratique interne.....	24
1. Mali.....	24
2. Côte d’Ivoire.....	26
3. Conclusions Principales.....	27
B. Gestion Interne.....	27
1. Mali.....	28
2. Côte d’Ivoire.....	28
3. Conclusions Principales.....	29
C. Prévention et Gestion des Conflits.....	30
1. Mali.....	30
2. Côte d’Ivoire.....	32
3. Conclusions Principales.....	34



**VII. ROLE DES OSC MALIENNES ET IVOIRIENNES DANS LES CONFLITS REGIONAUX: LIENS ET ACTIONS ..... 36**

**ANNEXES**

**ANNEXE 1 WEST AFRICA REGIONAL CSO ASSESSMENT STUDY: CSO CAPACITY BUILDING ASSESSMENT TOOL: QUESTIONNAIRE AND GUIDE**

**ANNEXE 2 CONSOLIDATED COUNTRY TABLES FOR MALI AND COTE D'IVOIRE**

**ANNEXE 3 GROUPS CONTACTED**

**ANNEXE 4 ÉTUDES DE CAS COTE D'IVOIRE ET MALI**

**ANNEXE 5 ANECDOTES COTE D'IVOIRE ET MALI**

## Sigles des OSC de la Côte d'Ivoire et du Mali

---

AADeC	Association d'Appui à l'Auto-Développement Communautaire
ACAT	Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture
ACHS	<i>African Center for Human Security</i>
ACOD	Association Conseil pour le Développement
ACTN	Association des Chefs traditionnels du Nord
ADC	Association pour le Développement et l'Appui aux Communautés
ADAC	Association pour le Développement et l'Appui aux Communautés (ADAC)
ADG	Association pour l'appui au développement global
AEC	Aide à l'Enfance Canada
AECI	Association des Amis des Enfants de CI
AEDEM	Agence évangélique de développement du Mali
AFIP	Association des femmes pour les initiatives de paix.
AI/CI	<i>Amnesty International-Côte d'Ivoire</i>
AID-CI	Association Internationale pour la Démocratie Section Côte d'Ivoire
AMDH	Association Malienne des Droits de l'homme
APSD	Association pour la survie du delta
ASERNI	Association d'étude et de mise en valeur des ressources naturelles et des institutions
ASG	Association subaahi gumo
CAFO	Coordination des associations et ONG Féminines
CCCI	La Compagnie Cotonnière de Côte d'Ivoire
CEACY	Coopérative des Exploitants Agricoles Caha Ygnion
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
CMRN	Comité de Médiation pour la Réconciliation Nationale
CNLPAL	Commission Nationale de Lutte Contre la prolifération des armes légères.
COBAS	Coopérative de Commercialisation de Bétails et d'Approvisionnement de l'Abattoir de Sikasso
CONGACI	Collectif des ONG Actives de Côte d'Ivoire
CPD	Coopérative des pêcheurs de Djenné
CUA-CI	Club de l'Union Africaine-section Côte d'Ivoire
CV-CI	La Croix Verte de Côte d'Ivoire
DOZOS	Confrérie des chasseurs traditionnels
FCR	Forum des partis politiques
FOFCI	Fédération des Organisations Féminines de Côte d'Ivoire
FPP	Forum des partis politiques
GERDDES	Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique
GDRN5	Réseau gestion décentralisée des ressources naturelles Mopti
INAGEF	Institut Africain de gestion et de formation
LIDHO	Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme
MNFSPUN	Mouvement national des femmes pour la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale



OLPED	Observatoire de la Liberté de la Presse de l’Ethique et de la Déontologie
OIMPJ	Observatoire de l’Indépendance de la Magistrature et du Pouvoir Judiciaire
PCASED	Programme de coordination et d’assistance pour la sécurité et le développement
Plate-forme Paysanne	Coordination nationale de la plate-forme des organisations paysannes
RANCPAL – MALI	Réseau D’action nationale contre la prolifération des armes légères
RIOF	Réseau Ivoirien des Organisations Féminines
SYNARES	Syndicat National de la Recherche et de l’Enseignement Supérieur
UNCTRM	Union nationale des coopératives des transporteurs routiers du Mali
VAFAG	Vision et Action des Femmes Africaines contre les Guerres



## I. Introduction et aperçu de la situation

---

Le présent rapport de synthèse est une évaluation des organisations de la société civile (OSC) de la Côte d'Ivoire et du Mali et de leurs capacités d'entreprendre des fonctions de prévention et gestion de conflits. Dans l'ensemble, l'évaluation fait l'examen des capacités de résolution de conflits à trois niveaux: (a) au niveau des communautés locales; (b) autour des problèmes d'envergure nationale; et (c) au niveau des conflits transfrontaliers ou d'envergure sous-régionale. La présente évaluation constitue une de deux études d'évaluation (la seconde étant celle des pays anglophones) Ces études ont été menées pour le compte du programme régional ouest-africain de l'USAID et elles font partie d'une étude plus générale dont le thème est: « Afrique de l'ouest: Renforcement de la Société Civile pour la Prévention des Conflits ».

En tout, cinq consultants ont travaillé sur ces évaluations. Il y avait un chef d'équipe international, deux consultants maliens, un consultant ivoirien, et un consultant régional pour l'Afrique de l'ouest. Le travail de terrain s'est fait sur une période de trois semaines en août et septembre 2001.

L'étude a été guidée par plusieurs hypothèses, qui ont orienté la recherche. En premier lieu, le type d'OSC détermine, hypothétiquement, dans quelle mesure les OSC sont capables et réellement expérimentées dans le domaine de prévention et d'apaisement des conflits. Pour cette étude, l'équipe a divisé les OSC en trois catégories: les *OSC primaires* comprennent les organisations dites traditionnelles qui se fondent sur la communauté; les *OSC intermédiaires* comprennent les ONG classiques ainsi que les associations d'OCB ou organisations communautaires de base (par exemple, les syndicats, les coopératives, et les autres organes fédérés); et les *OSC tertiaires* dont les apex et organisations parapluie nationales et celles dites spécialisées offrant des services tels que la formation d'OSC du niveau national. Cette distinction nous paraît importante dans la mesure où, hypothétiquement, différents types d'OSC s'engagent vraisemblablement dans différentes activités de gestion de conflits.

La deuxième hypothèse est que les OSC mieux développées dans leurs structures formelles, celles qui sont plus démocratiques, responsables et participatives dans leurs méthodes de travail, sont mieux à-mêmes de posséder les capacités requises pour s'engager avec succès dans des actions civiques. De plus, les associations mieux équipées pour s'engager dans l'action civique sont, toujours hypothétiquement, plus capables de s'engager dans des travaux de prévention et gestion des conflits.<sup>1</sup>

La troisième hypothèse dit que la nature de l'environnement, qui permet aux OSC d'opérer et de développer des relations avec les institutions gouvernementales, influence les types de capacités développées et l'éventail d'activités déjà entamées. Etant donné que cette étude s'est menée principalement en interviewant des répondants d'OSC, elle met l'accent sur les perceptions des

---

<sup>1</sup> Pour des explications supplémentaires concernant les définitions utilisées et sur ce qui a été utilisé pour collecter une information particulière concernant les capacités et les expériences d'action civique, se référer à l'Annexe 1 de ce rapport (*Assessment Methodology Instrument*) Cet instrument de recherche a été développé pour les évaluations dans les pays francophones et anglophones.

responsables d'OSC concernant l'environnement légal, politique, et réglementaire plutôt que sur une analyse légale ou institutionnelle de la situation. L'étude essaye de déterminer si oui ou non ces responsables d'OSC estiment que l'environnement est favorable à la participation des OSC dans des actes « publics » tels que la prévention et la gestion des conflits. Ces données sur les perceptions sont néanmoins complétées par des entretiens tenus avec des informateurs du gouvernement, des partis politiques, et les médias, l'idée étant d'avoir une image objective.

Enfin, la quatrième hypothèse est que le type et le degré d'activités de gestion de conflits notés est fonction du stade de déroulement des conflits. Nous avons classifié les phases de conflits en *pré-violence*, *violence en cours*, et *post-violence*. L'hypothèse est que les types de travaux principalement observés, *prévention*, *mitigation/apaisement* ou *prévention de l'escalade*, et *résolution* ou *prévention post-conflit* sont fonction de la phase (de déroulement) du conflit. Pour les études d'évaluation des capacités, nous ne nous sommes, bien entendu, pas concentrés sur un seul conflit, comme nous l'avons fait pour la Casamance et pour les Etats de l'Union du fleuve Mano. En fait, nous avons réussi à identifier un nombre de conflits différents au sein de chaque pays et parmi les acteurs nationaux, de sorte que plusieurs activités de gestion de conflits, les unes différentes des autres, ont eu lieu simultanément alors que les OSC s'engageaient dans différents types de disputes. Ces différents conflits, ainsi que les différents rôles que les OSC ont pu jouer sont présentés dans les « mini études de cas » en Annexe 4 du présent rapport. De plus, nous présentons un nombre d'anecdotes beaucoup plus brèves, que nous avons extrait des interviews menées avec les OSC dans les deux pays. Ces anecdotes nous paraissent utiles dans la mesure où elles donnent une idée, non seulement du vaste éventail de problèmes dans lesquels les OSC peuvent jouer un rôle de prévention et d'apaisement des conflits, mais aussi des « meilleures pratiques » dérivées de leurs expériences. Ces anecdotes se trouvent en Annexe 5.

Le reste du rapport est organisé comme suit:

- La Section II explore le concept de résolution et prévention de conflits. Cette partie sert en fait de section conceptuelle commune aux autres rapports d'évaluation.
- La Section III présente une discussion d'ensemble sur la nature des conflits en Côte d'Ivoire et au Mali.
- La Section IV est une analyse des facteurs environnementaux permettant ou gênant la participation des OSC dans des actes publics tels que la prévention et la gestion des conflits. Ces facteurs environnementaux comprennent les conditions légales, politiques, et réglementaires propres à la Côte d'Ivoire et au Mali.
- La Section V examine les types d'OSC que l'équipe a identifiées dans ces deux sociétés.
- La Section VI examine les trois dimensions des capacités des OSC, à savoir la gouvernance interne, les capacités de gestion interne, et les capacités d'action civique (dont les travaux de résolution de conflits), ce pour les OSC étudiées en Côte d'Ivoire et au Mali.

- La Section VII parle du rôle que les OSC ivoiriennes et maliennes pourraient éventuellement jouer ainsi que des rôles qu'elles jouent effectivement dans les conflits au-delà des leurs frontières nationales et dans la région.

## II. Résolution et prévention des conflits: mise en pratique des termes

---

Nos évaluations concernent quatre des pays les plus importants d'Afrique de l'ouest (le Nigeria, le Ghana, le Mali, et la Côte d'Ivoire) en termes de taille géographique, d'abondance des ressources, et de force militaire. Ces pays influencent la paix de la région, la sécurité, et les priorités en matière de développement. La situation des conflits et de sécurité diffère énormément d'un pays à l'autre, le Ghana étant considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'ouest. En revanche, le Nigeria est confronté à de nombreux types de conflits internes. Après une longue période de paix et de stabilité, la Côte d'Ivoire a maintenant rejoint la liste des pays où les conflits internes affectent sérieusement l'ordre. Ceci menace potentiellement la paix dans la sous-région. Le Mali, ayant mis fin à sa guerre civile fratricide et prolongée, figure maintenant parmi les pays les plus capables de maintenir la paix interne. En même temps, plusieurs de ces pays, notamment le Mali et le Nigeria, ont joué un rôle important dans la gestion des conflits sous-régionaux et civiles en Afrique de l'ouest, ce à travers la CEDEAO et les Nations Unies. Tous les pays étudiés ici ont maintenant fait, non sans peine, l'expérience récente de régimes démocratiques. La transition du Ghana a été la plus paisible. La Côte d'Ivoire essaye toujours de définir son nouveau régime en termes de politique d'identité. L'expérience prolongée de gouvernement militaire du Nigeria l'a mal préparé dans la gestion de son conflit civil; jusqu'à maintenant, le recours à la violence n'est que trop commun. Ces passages transitoires, auxquels se greffent différents passés coloniaux, sont lourds de conséquences pour les rôles et le fonctionnement des OSC. Alors que dans les pays anglophones les OSC sont beaucoup plus denses et qu'elles sont organisées sur une base plus élargie, elles n'en sont pas pour autant mieux équipées face aux conflits. Dans les quatre sociétés, la résolution des conflits est une fonction relativement neuve pour les OSC, et aucune n'est suffisamment équipée en ressources matérielles. De manière plus importante, toutes les OSC opèrent dans un environnement dans lequel l'Etat doit encore apprendre à mieux apprécier et soutenir la valeur de la diplomatie populaire, qu'on appelle parfois « *Track II* ». Ceci est un comble dans la mesure où beaucoup d'observateurs ont noté une capacité croissante, de la part des communautés, de s'auto-gérer, ce qui comprend la gestion des conflits violents potentiels face à une capacité réduite des Etats centralisateurs d'y remédier.

L'approche de la présente étude consiste à adopter une conception globale et dynamique des causes des conflits, d'une part, et des moyens de les résoudre et de les prévenir, d'autre part. Pour être plus précis, les conflits trouvent leurs sources à des niveaux *intranationaux*, c'est à dire: (1) au niveau structurel (hiérarchies et des divisions sociales); (2) au niveau économique (contrôle des ressources); (3) au niveau institutionnel, autrement dit, ce qui concerne la légitimité et le contrôle des institutions politiques et militaires; et (4) au niveau de l'identité culturelle, c'est à dire ce qui concerne la domination et la concurrence entre différents systèmes de valeurs. Les manifestations des mêmes sources des conflits *internationaux* peuvent comprendre: 1) la domination de certains Etats dans la région par rapport à d'autres; 2) la circulation croissante de biens et de main d'œuvre au sein de la région et l'intégration de l'économie régionale au sein du système international; 3) la compétition parmi des acteurs externes puissants pour soutenir

certaines acteurs dans la région; et 4) l'attraction concurrentielle des valeurs et des cultures telles que la religion et l'ethnicité.

Résoudre les conflits et consolider la paix requiert, par conséquent, que l'on s'attaque à multiples sources de conflits, ce qui se fait le mieux à travers des méthodes variées. Ceci est particulièrement vrai pour les pays en transition et en développement dans lesquels il existe plusieurs priorités nationales en compétition et d'importance capitale. C'est dans de tels pays que les chances de voir des conflits éclater sont les plus fortes. Dans les sociétés où l'économie s'affaiblit ou même s'effondre, par exemple, le problème est encore plus grave car les hauts niveaux de chômage font que les jeunes ne sont pas occupés, ce qui rend plus susceptibles de se joindre à des groupes engagés dans la violence et les crimes.

Le concept d'OSC que nous employons dans la présente étude est aussi très général, et il comprend beaucoup de types d'acteurs et de groupes employant toutes sortes de stratégies variées. Cependant, le concept, tel qu'il est utilisé dans cette étude, contient les éléments suivants: organisations volontaires, une autonomie certaine par rapport à l'Etat, et la poursuite d'« objectifs publics » dont la prévention et la résolution des conflits pour le compte d'un public plus élargi. Les organisations qui semblent correspondre à ces critères comprennent des groupes dont les objectifs principaux incluent la résolution de conflits/la paix, la démocratie, le développement, la défense des droits de l'homme, la condition de la femme, la jeunesse, ainsi que la poursuite d'intérêts professionnels.

Dans cette étude, la prévention de conflits se comprend de façon globale pour inclure:

- **La prévention des conflits:** empêcher les disputes violentes d'éclater entre différents partis par le moyen de remèdes structureaux, institutionnels, économiques ou encore culturels;
- **Prévention de l'escalade:** empêcher à la fois la progression verticale et horizontale des hostilités vers des guerres destructrices et impliquant des acteurs supplémentaires;
- **Prévention post-conflit:** empêcher que les disputes ne reprennent en ré-intégrant et en reconstruisant la société déchirée par la guerre.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> Janie Leatherman, William DeMars, Patrick D. Gaffney, Raimo Vayrynen. 1999. *Breaking Cycles of Violence: Conflict Prevention in Intrastate Crises*. Connecticut: Kumarian Press.

### III. Société civile

---

#### A. Mali

La Société malienne, tout comme celle du Sénégal, est la plus forte et la mieux développée des pays de l'Afrique de l'ouest. Plusieurs raisons expliquent ceci.

La vie associative du Mali a toujours été active. Les associations traditionnelles impliquées dans des domaines tels que la gestion des ressources, l'entraide, le soutien économique et la promotion culturelles caractérisent un paysage associatif divers et dense, qui a n'a cessé de se développer même à travers les moments les plus difficiles vécus par le Mali, dont la période coloniale ainsi que les systèmes de dictature que se sont succédés lors de la Première et de la Deuxième République. La faculté qu'ont les Maliens de s'associer aussi facilement autour d'objectifs collectifs indique qu'il y existe un haut niveau de capital social, ce qui, en ce qui concerne la résolution de conflits, signifie qu'il y a une tendance à la tolérance, à l'inclusion et à la confiance—autrement dit, toutes les valeurs nécessaires pour éviter si ce n'est gérer les conflits.

Les importantes sécheresses des années 1970 et 1980 ont attiré des dizaines d'ONG internationales, qui s'y sont rendues pour l'aide urgente au désastre au départ, et qui plus tard se sont engagées dans secteurs plus classiques de développement. Au fil du temps, ces ONG internationales ont donné naissance ou alors elles ont apporté leur soutien, à un secteur local d'ONG.

Pendant cette période, et jusque dans les années 1990, les bailleurs de fonds internationaux, avec en tête l'USAID, se sont servis des ONG internationales et de leurs contreparties maliennes comme principaux moyens d'exécuter leurs programmes sectoriels. De plus en plus, les ONG internationales recevaient des financements et se trouvaient à la charge de consolider les ONG maliennes.

A partir du milieu des années 1990, les bailleurs de fonds internationaux, en travaillant principalement à travers les ONG internationales, commencèrent à appuyer un vaste éventail d'organisations naissantes de la société civile dans le but d'aider à consolider la nouvelle démocratie malienne. L'USAID, en particulier, développa un programme ciblé d'habilitation (amélioration des capacités) des ONG intermédiaires maliennes et des organisations communautaires avec lesquelles elle travaillait. En plus de renforcer les capacités de dimension interne des ONG, dont les pratiques de gouvernance démocratique et les capacités de gestion traditionnelle, la formation s'est concentrée sur le développement des capacités des OSC dans le domaine de l'action civique, y compris la capacité de faire pression sur les gouvernements communaux nouvellement créés et sur le gouvernement à des niveaux plus élevés de l'administration.

Enfin, avec la transition démocratique de 1992 au Mali, un environnement légal, politique, et réglementaire régulant la participation des OSC dans la vie publique conduisit à la prolifération

de nouvelles organisations. Elles débutèrent dans les programmes classiques (social, économique, et environnement) mais, petit à petit, elles s'engagèrent dans des activités « non-traditionnelles » d'action civique de garde des droits de l'homme, d'efforts anti-corruption, et de résolution de conflits.

Le résultat des facteurs sus-cités est que la société civile malienne est devenue très dense et diverse, ce qui a conduit à une importante différenciation des organisations, non seulement d'un point de vue structurel mais aussi d'un point de vue fonctionnel. La base de la société civile malienne est constituée d'organisation/associations communautaires de base (OCB) considérablement variées. Certes, les associations traditionnelles et informelles prédominent, mais un nouveau groupe d'OCB modernes et formelles a fait son apparition depuis une dizaine d'années. Ce groupe est manifestement de nature publique, et les organisations qu'il contient sont engagées dans des activités telles que la gestion des écoles primaires et des centres de soins, de production et marketing agricole, et de crédit et épargne féminins. Sur les 20 OSC que nous avons interviewées, seules l'Association des Pêcheurs de Mopti et l'Association des Eleveurs de Sikasso sont considérées comme des OSC primaires.<sup>3</sup>

Un nombre beaucoup plus restreint, bien que toujours important, d'OSC occupe le niveau associatif intermédiaire. Les ONG classiques, qui sont souvent calquées sur le modèle Nord, se sont multipliées grâce, essentiellement, au soutien des ONG et bailleurs de fonds internationaux. Une des constatations de la présente étude par pays est que les ONG intermédiaires se sont peu à peu retirées de la fourniture des services purement sociaux et économiques pour se concentrer sur le renforcement des capacités des OCB partenaires ainsi que celles d'autres organes fédérés afin que ces OCB et autres organes s'activent dans ces domaines. Alors que l'ONG classique a tendance à dominer le niveau intermédiaire de la société civile, un certain nombre d'organes fédérés et de réseaux sub-nationaux naissants ont petit à petit émergé pour soutenir leurs OSC membres. Ces associations sectorielles, basées géographiquement, promeuvent et défendent leurs intérêts sociaux, économiques, et politiques auprès du gouvernement à tous les niveaux. Nous avons interviewé quinze (15) OSC intermédiaires (75 pour cent du total) dont la plupart sont des ONG classiques (par exemple, INAGEF, AADEC) Nous avons, par ailleurs, interviewé un nombre beaucoup plus restreint d'organes fédérés ou de réseaux (GDRN 5, UNCTM)

Au sommet de cette pyramide de la société civile, on trouve un nombre relativement modeste, bien que croissant, d'OSC tertiaires ou d'OSC spécialisées dont les fonctions principales sont: (a) apporter leur soutien aux OSC intermédiaires (appui aux capacités, représentation, recherche); (b) engager le gouvernement dans un large éventail de questions qui affectent la société civile malienne globale. L'équipe a interviewé trois de ces OSC spécialisées dont la *Plateforme Paysanne*, fédération nationale d'agriculteurs, des organisations apex d'une ONG féminine (CAFO), et une organisation de recherche et formation (ASCERNI)

---

<sup>3</sup> L'une des principales lacunes de cette étude est que les OSC n'ont pas été interviewées. Ceci est dû principalement au manque de temps et non pas à un manque d'intérêt.

## B. Côte d'Ivoire

Comparée à celle du Mali et de la plupart des autres pays d'Afrique de l'ouest, la société civile ivoirienne est très faible. Ceci est d'autant plus surprenant que le pays est politiquement stable et économiquement prospère (c'était du moins le cas pendant les années 1980). Cependant, ceci s'explique par plusieurs raisons dont les plus importantes sont.

La société civile ivoirienne, bien que diverse et dense au niveau primaire, est très faible lorsqu'il s'agit d'associations différenciées et spécialisées au-delà de ce niveau particulier. Ceci s'explique par des facteurs historiques, notamment le long règne de Félix Houphouët-Boigny et de son parti (PDCI-RDA) qui, bien qu'en général bénin, a pratiquement empêché que des associations traditionnelles plus modernes et des ONG et organes fédérés du niveau intermédiaire ne se développent. Ceux qui existaient étaient organisés par le parti/Etat suivant les — corporatistes traditionnelles qu'on retrouve presque partout ailleurs en Afrique. Leur participation s'en est trouvée structurée et limitée. De plus, le système politique fondé sur le gouvernement par un seul parti, qui s'est imposé jusqu'au décès du président au début des années 1990, a davantage gêné le développement d'une société civile plus mûre.

La culture politique de la société ivoirienne a produit un niveau de capital social nettement plus bas que celui de sa contrepartie malienne. Bien que nous n'ayons pas investigué sur ce point de manière systématique, cette conclusion se fonde sur le fait que l'équipe a trouvé que les notions de tolérance et d'inclusion sont beaucoup moins présentes dans la culture politique ivoirienne. Le capital social, nous semble-t-il, est une condition *sine qua non* pour la capacité d'une société de résoudre des problèmes publics dont les conflits sociaux. Les conflits politiques amers et insolubles qui ont fait leur apparition depuis le milieu des années 1990 montrent que cette société souffre actuellement d'un déficit en capital social.

Les capacités des OSC ivoiriennes en ont pâti, en partie à cause de la bonne fortune du pays. Etant donné que la Côte d'Ivoire n'a jamais été victime d'une calamité majeure, qu'elle soit naturelle (guerres) ou naturelle (sécheresse, famine), elle n'a jamais vraiment attiré l'attention des ONG internationales. Comme nous l'avons signalé dans le cas de Mali, et comme cela est prouvé dans d'autres pays de l'Afrique de l'ouest, les ONG internationales, souvent appuyées par les bailleurs de fonds, ont constitué la principale incitation dans la création ou dans l'entretien d'un secteur ONG local souvent autonome. Elles ont aussi souvent été la principale source d'assistance en appui aux capacités des ONG et des OCB locales depuis les années 1990.

La Côte d'Ivoire n'a pas non plus attiré l'attention des ONG de développement classiques parce que son « miracle économique » a permis d'éviter l'extrême pauvreté que les pays du nord (de la Côte d'Ivoire) ont connu, du moins jusque dans les années 1980. Ces ONG de développement précèdent souvent l'apparition de la société civile. Le résultat en a été que un groupement indépendant d'acteurs privés s'est formé d'une façon puissante en Côte d'Ivoire

Enfin, la société civile non-traditionnelle s'est aussi développée plus tard en Côte d'Ivoire par rapport à des pays comme le Mali, qui a entamé le processus de démocratisation en 1992. Les OSC non-traditionnelles engagées dans des activités civiques telles que la sauvegarde des droits de l'homme, les efforts anti-corruption, et la résolution de conflits n'apparaissent normalement

qu'une fois que la libéralisation politique est entamée. De plus, la transition démocratique qui a fini par commencer a été arrêtée à cause du fait que les dirigeants politiques ne se sont pas montrés capables de se mettre d'accord sur les règles de la politique électorale et, de manière plus générale, sur un Etat de droit encourageant l'inclusion et la participation de tous les acteurs sociaux à la politique démocratique.

On peut néanmoins observer une différenciation (caractéristique structurelle) et une spécialisation (rôles fonctionnels) de la vie associative en Côte d'Ivoire. Or, ce sont là des indicateurs de développement de la société civile. Cependant, ces facteurs sont moins avancés par rapport au Mali. Un large éventail d'organisations communautaires existe au niveau primaire. Les sociétés d'aide mutuelle et un grand nombre d'associations à orientation économique sont en train de se multiplier. Ces associations sont le reflet d'une activité économique bien plus importante qui, jusqu'à récemment, caractérise le développement du pays. A part les associations économiques (comme les coopératives primaires, les associations de crédit, les groupes de producteurs), beaucoup moins d'OCB ont émergé en Côte d'Ivoire par rapport au Mali. Par conséquent, beaucoup moins d'OCB du type moderne ou traditionnel (chasseurs, griots) se sont engagés dans des activités publiques telles que la représentation ou la défense et la promotion des intérêts des membres. Des 15 OSC interviewées en Côte d'Ivoire, seules trois associations, celles qui représentent les chefs et les chasseurs traditionnels et une coopérative primaire du Korhogo, sont considérées comme OSC primaires.

A notre grande surprise, cette étude a révélé beaucoup moins d'OSC intermédiaires en Côte d'Ivoire par rapport à ce qu'on avait pensé au départ et aussi par rapport à ce qui existe au Mali ainsi que dans beaucoup d'autres pays d'Afrique. Une des principales raisons est que, historiquement parlant, peu d'ONG et bailleurs de fonds internationaux se sont établis en Côte d'Ivoire. Dans les autres pays, ces bailleurs de fonds ont apporté l'assistance nécessaire à l'initiation des ONG et, au fil du temps, au développement de leurs capacités. Nos entretiens avec divers répondants de la Côte d'Ivoire indiquent que la plupart des ONG intermédiaires sont encore actives dans la fourniture de services de développement (santé, agriculture, micro-entreprises) au niveau local plutôt que dans le développement des capacités des OCB de base afin que ces dernières prennent la relève. Cependant, les coopératives de cacao et les groupes de producteurs sont une exception à cette généralisation. La Côte d'Ivoire est aussi pauvre en organes fédérés et en réseaux sub-nationaux sectoriels et géographiquement basés. Normalement, ces réseaux sont capables de soutenir leurs OCB membres, ce qui comprend la promotion et la défense de leurs intérêts sociaux, économiques, et politiques auprès du gouvernement à tous les niveaux. Les deux OSC que nous avons interviewées, c'est à dire CUA et Notre Nation, sont des ONG classiques. Nous n'avons trouvé aucun organe fédéré ou réseau en dessous du niveau national.

Nous avons aussi été surpris de trouver qu'il y existe un grand nombre (relativement) d'OSC du niveau tertiaire ou spécialisées dont les principales fonctions sont (a) apporter leur soutien (renforcement des capacités, représentation, recherche) aux OSC intermédiaires; et (b) impliquer le gouvernement dans un nombre de problèmes/questions affectant la société ivoirienne toute entière. L'équipe a interviewé dix de ces OSC spécialisées, y compris le SYNARES, fédération nationale des enseignants, FOFCI, organisation apex d'ONG féminines, OIMP et OLPED, deux associations professionnelles du niveau national, GERRDES, *Amnesty International*, LIDHO,



MIDH, quatre organisations pour la sauvegarde des droits de l'homme, et AID-CI, une organisation de recherche et de formation. Deux des organisations des droits de l'homme sont des branches d'ONG internationales.

### **C. Conclusions Principales**

L'étude révèle que les capacités des OSC individuelles d'entreprendre des activités de gestion et de prévention de conflits est fonction de la vitalité de la société civile, en général, mais elles sont également le produit des capacités (aptitudes, instruments, stratégies) qu'elles développent et apportent dans des situations conflictuelles. Ceci comprend les relations verticales et horizontales qui se développent entre OSC aux trois niveaux d'association (structure) ainsi que les diverses tâches que différentes OSC entreprennent au nom de leurs contreparties à ces trois niveaux (fonction) Nous développons cette conclusion dans les trois sections qui suivent.

La structure habituelle d'une société civile mature bien différenciée et fonctionnellement spécialisée est une pyramide dont la base élargie est composée d'associations primaires; un groupe plus restreint d'ONG et d'organes fédérés constituent la couche intermédiaire. Enfin un petit nombre d'OSC spécialisées se trouve au sommet de la pyramide. En Côte d'Ivoire, nous avons trouvé une toute autre structure. Le nombre relativement élevé d'OSC spécialisées au sommet indique que le pouvoir et la prise de décisions sont centralisés en Côte d'Ivoire. Les acteurs non-gouvernementaux ont eu tendance à s'agglutiner autour de cette concentration des pouvoirs de l'Etat. Le problème que ceci pose pour le rôle de la société civile dans le plaidoyer politique et de résolution de conflits est qu'il existe peu d'OSC intermédiaires capables de relier les OCB dont la base est élargie avec les OSC spécialisées du sommet. Ceci réduit la capacité de la société civile d'agir en ensemble cohérent, chaque niveau soutenant le rôle des autres niveaux. Etant donné que les conflits ont tendance à éclater et que leurs effets se font ressentir au niveau local, les OCB semblent être les seules à s'attaquer à ces problèmes.

La faiblesse relative de la société civile ivoirienne est étroitement liée à son incapacité d'entreprendre des fonctions de prévention et de gestion de conflits. Cela est dû, du moins en partie, au fait que le système politique ivoirien est instable. Dans la mesure où cette condition n'a pas foncièrement changé, il est peu probable que les OSC ivoiriennes jouent un rôle efficace dans les activités de résolution de conflits.

En même temps, une des conclusions de cette étude est que les OCB représentent le niveau le moins corrompible de la société même en Côte d'Ivoire. De ce fait, elles constituent le niveau idéal au niveau duquel les acteurs étrangers peuvent investir afin d'essayer de résoudre des problèmes difficiles. De plus, les OCB sont importantes pour les liens et les réseaux les liant aux OSC intermédiaires et qui servent à tisser la société.

## **IV. L'Environnement legal, politique, et reglementaire**

---

Si l'on veut que les OSC prennent part à des actions civiques telles que la gestion et la prévention des conflits, il est essentiel qu'il existe tout d'abord un environnement légale, politique, et réglementaire favorable. En même temps, s'il n'y a pas de "règles de jeu" clairement définies, bien établies, et appliquées de manière équitable, la contestation pour, l'accès à, et l'utilisation des biens et services publics sera inévitablement cause à conflits parmi les intérêts sociaux en compétition. Nous interviews et notre questionnaire se sont concentrés sur ces deux fonctions des environnement légal, politique, et réglementaire du Mali et de la Côte d'Ivoire Le but de l'analyse était de examiner si les OSC sont habilitées ou contraintes dans leurs tentatives de prévention et de gestion des conflits. Il est aussi important de déterminer si l'environnement lui-même est une cause de conflit, soit parce que les règles du jeu, aussi importantes soient-elles, n'existent tout simplement pas ou, dans le cas où elles existent, elle ne sont pas appliquées.

En plus du cadre légal, l'étude s'est également penchée sur le contexte institutionnel pour voir si les institutions de l'Etat sont capables de développer, de faire appliquer, et de juger selon les règles du jeu (par exemple: les lois, les politiques, et les réglementations), aidant ainsi à résoudre le conflit; ou alors si ces institutions ne sont pas capables de faire valoir ces règles, auquel cas elles ne font que contribuer au conflit.

### **A. Mali**

La perception compte pour beaucoup. Quatre vingt pour cent (80%) des OSC interviewées qui ont répondu à la question concernant l'environnement légal, politique et réglementaire estiment que le contexte légal est favorable ou habilitant. Ceci s'explique en grande partie par l'avènement de la démocratie au Mali, démocratie qui a permis l'élargissement de la participation des OSC dans un tas de fonctions de gouvernance dont l'élaboration et la mise en place de politiques et la résolution de problèmes d'ordre public. Les OSC du Mali ont fait un pas en avant pour se retrouver dans l'espace créé par la démocratisation. Un nombre croissant de nouvelles lois et politiques ont encouragé leur participation dans des domaines tels que la gestion des ressources naturelles, la co-gestion des écoles primaires et des centres de soins communautaires, ainsi que la surveillance de la performance de l'Etat en ce qui concerne conduite par d'autres acteurs des affaires publiques. Parmi les changements majeurs qui ont eu lieu au niveau de l'environnement légal, politique, et réglementaire du Mali figurent la décentralisation et la formation d'un gouvernement local. Ces deux phénomènes ont manifestement permis une plus grande participation des OSC. Un certain nombre de compétences majeures ont été (ou elles sont en train) d'être transférées au niveau des gouvernements locaux. Ces compétences comprennent la gestion de l'éducation de base, de la santé, de l'infrastructure locale, et des ressources naturelles. Une de nos principales constatations concernant ce point est que, en même temps que ces compétences ont été transférées du niveau national au niveau local, les conflits de l'époque de l'administration et de la gouvernance centralisée ont aussi atteint le niveau local. Le processus tout entier de décentralisation, de la re-division administrative à l'allocation et la gestion des ressources publiques, a ainsi engendré ses propres conflits.

Bien que l'environnement pour la participation des OSC dans le domaine de la prévention et de la gestion des conflits soit favorable, et bien que l'environnement légal et institutionnel du Mali se soit nettement amélioré depuis le début de la Troisième République, il reste tout de même un certain nombre de problèmes qui demeurent et qui exacerbent le conflit, à savoir:

- L'absence d'un système judiciaire efficace, juste, et capable de juger les intérêts en compétition, condition *sine qua non* pour la sauvegarde de la paix et dans la résolution des conflits.
- Un système d'inscription archaïque qui date de l'époque coloniale continue de s'appliquer aux OSC, y compris les associations primaires, les ONG intermédiaires, et la plupart des types d'organisations tertiaires. Les syndicats et associations professionnelles ne sont pas concernées par la Loi sur les Associations de 1959 et, depuis maintenant cinq ans, le gouvernement malien a débattu et a fait la première ébauche d'une loi régissant les associations, les coopératives, et les syndicats de crédits. Le fait que cette loi ne soit pas encore passée indique qu'il existe des sensibilités au sein de l'Etat malien concernant l'idée d'une liberté d'association illimitée.
- Le cadre légal d'exécution de la décentralisation demeure incomplet. Il reste encore plusieurs textes législatifs à élaborer. De plus, les lois gouvernant la mise en application d'autres lois ne sont pas encore passées dont une des plus importantes concerne le transfert des ressources à partir du gouvernement central vers les gouvernements locaux; d'autres lois importantes qui sont également absentes concernent le contrôle des ressources naturelles au niveau du gouvernement local, en particulier pour tout ce qui touche la distribution et la gestion des terres.
- La structure et le statut institutionnel d'organisations para-étatiques historiquement importantes demeurent flous. Ces organisations comprennent l'Office du Niger (Ségou), le CMDT (Sikasso), et l'Office du Ris (Mopti) et elles gèrent la production de la nourriture et des cultures vivrières et la transformation ainsi que le marketing dans différentes parties des pays, ce depuis l'époque coloniale. Le manque de clarté est cause de conflits entre les agriculteurs et les gouvernements locaux, d'une part, et le gouvernement central, d'autre part.
- Le fait que les acteurs des niveaux national et sub-national n'aient pas su développer et faire appliquer des règles régissant le commerce inter-pays est directement lié à un certain nombre de conflits transfrontaliers. Ces conflits comprennent des questions de harcèlement des producteurs et marchands à la frontière ainsi que des problèmes de trafic d'enfants entre pays voisins. Le manque de clarté et d'application régulière et consistante de ces lois contribue à une compétition pour l'utilisation des ressources entre les différents groupes ethniques. Pour être plus précis, les problèmes d'accords bilatéraux entre le Mali et la Côte d'Ivoire, de même que les politiques et les règlements de la CEDEAO n'ont cessé d'être la cause de conflits transfrontaliers.

## **B. Côte d'Ivoire**

De façon assez surprenante, l'étude a révélé que 11 des 15 OSC interviewées ayant répondu à la question concernant le cadre légal disent que celui-ci est favorable. Deux des trois OCB restent

n'avaient pas d'opinion sur le sujet étant donné que le système légal formel n'affecte pas leurs capacités d'opérer. Dans la nouvelle constitution de la Côte d'Ivoire (juillet 2000), il existe une référence claire à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de l'engagement de l'Etat à sauvegarder ces droits. Comme c'est aussi le cas au Mali, la Loi des Associations (Loi 60-315 du 21 septembre 1960) régissant la formation de toutes les formes d'associations, excepté les syndicats des travailleurs et certaines associations professionnelles, remonte à l'époque coloniale. Cette loi présente un ensemble de pas requis relativement faciles à suivre. Apparemment, les gouvernements qui se sont succédés n'ont pratiquement rien fait pour limiter ce droit. La mise en application de la loi régissant le commerce et les syndicats des travailleurs a également été une expérience positive.

Un indicateur de la façon dont le gouvernement ivoirien a traité la société civile a été le rôle majeur qu'elle a joué (sur invitation du gouvernement) dans une variété de forums politiques importants depuis maintenant dix ans. Il existe des exemples de cette participation: le président de la première Commission Electorale Nationale est aussi le président de GERDDES, une des ONG les plus influentes de la Côte d'Ivoire. L'interlocuteur du directeur qui gère le Forum de la Réconciliation Nationale actuel est le président du Syndicat National des Journalistes de la Côte d'Ivoire. Les OSC, qui sont principalement des organisations spécialisées du niveau national, ont été conviées à participer, à côté du gouvernement, à prendre part dans des ateliers nationaux traitant de questions allant des droits de la femme à la protection de l'environnement.

Néanmoins, ce qui ne s'est pas encore vu, c'est la participation active et significative des OSC dans la gouvernance. Dans l'ensemble, elles ne peuvent par exemple pas contribuer à l'élaboration de politiques ou à la fourniture des services publics en dessous du niveau national. Ceci contraste nettement avec la situation au Mali où les niveaux national et local sont de plus en plus reconnus comme étant des partenaires pour le développement du pays.

Ce qu'on ne trouve pas en Côte d'Ivoire, et qui pourtant s'est fait au Mali, ce sont les réformes légales et institutionnelles majeures, la décentralisation et la création de gouvernements locaux autonomes et démocratiquement élus. Que ceci montre qu'il persiste un désir, de la part de la part des divers gouvernements ivoiriens, de maintenir le contrôle au niveau du centre ou que ce soit une simple coïncidence, l'impact en a été que les OSC n'ont pas pu pénétrer les arènes de prise de décisions proches de ces gouvernements, partageant peut-être même leurs points de vue, et capables de participer aux nombreux conflits dont les origines sont très souvent locales.

En plus de ceci, il existe un nombre d'autres contraintes qui ont tendance à inhiber la participation des OSC dans la résolution de conflits, mais aussi que provoquent réellement des conflits dans certains cas. Ces contraintes comprennent:

- La mise en place d'un système judiciaire efficace, juste, et capable de juger les intérêts en compétition, condition *sine qua non* pour sauvegarder la paix sociale et résoudre les conflits dans n'importe quel pays. Le judiciaire est non seulement corrompu, mais il est aussi faible, ce qui laisse en Côte d'Ivoire un fossé énorme pour les institutions et processus de résolution de conflits.
- L'inscription de la plupart des OSC autres que les travaillistes selon la Loi (coloniale) des Associations de 1960. Le manque de lois plus modernes régissant les associations, en

particulier au niveau local et parmi les organes fédérés signifie que d'importants domaines de participation des OSC dans la vie sociale, économique, et politique restent à définir.

- Les institutions du gouvernement ivoirien ne réagissent pas au public quand il s'agit d'administrer la loi. Ceci a constitué une cause principale de conflits, soit directement, soit par la non-application des lois et réglementations.
- Le conflit politique en cours qui cause la désagrégation du contrat social entre le gouvernement et son peuple et qui mine le consensus parmi l'élite politique concernant la contestation de pouvoir. Plusieurs des conflits traités dans cette étude, soit concernant l'accès aux ressources naturelles, la réforme du système éducatif ou l'ethnicité sont le produit de divisions sociales fondamentales que les politiciens exploitent à des fins politiques.
- **L'environnement légal régional inter-étatique** affecte également les OSC, tout comme elle affecte la recrudescence des conflits entre la Côte d'Ivoire et le Mali. Comme il a déjà été mentionné dans la section sur le Mali, la plupart des conflits transfrontaliers (par exemple, le harcèlement des acteurs commerciaux à la frontière, la gestion des tensions ethniques) semble être autant le résultat de lois et politiques sous-régionales mal conçues, inexistantes ou mal appliquées que celui des soit-disant causes profondes de ce conflit (compétition pour et utilisation des ressources) Le manque d'accords bilatéraux entre la Côte d'Ivoire, le Mali, et le Burkina Faso ainsi que l'incapacité d'appliquer les politiques et les conventions de la CEDEAO semblent être une des principales causes de ce conflit transfrontalier.

### C. Conclusions Principales

L'étude sur la Mali en mis en évidence le fait que si l'environnement légal et institutionnel est exact, il devient plus facile de diminuer les risques de conflits dans la mesure où cet environnement établit les règles du jeu. Il définit aussi les droits et responsabilités des acteurs sociaux (et inter-sociaux) concernés dans l'allocation et la gestion des ressources collectives et dans la prise et la mise en application des décisions publiques. Certes, le Mali a bien démarré dans cette voie: le Mali a fait face et réagi aux problèmes liés à l'environnement légal et institutionnel. Mais il lui reste beaucoup à faire avant que le contexte global (« macro contexte ») n'empêche l'émergence des conflits ou qu'il ne permette tout au moins que les conflits se gèrent de manière pacifique.

Deux conclusions supplémentaires émergent de cette analyse de l'environnement légal et institutionnel du Mali, à savoir:

- 1) Par la force des choses, le gouvernement se rend compte qu'il n'est pas à même d'améliorer les conditions socio-économiques du pays tout seul; et
- 2) Le noyau de la résolution des problèmes, y compris la résolution de conflits, doit se déplacer du centre vers les gouvernements communaux récemment établis au niveau local.

Ces deux conclusions ont contribué à l'ouverture de possibilités de participation de la société civile dans un vaste éventail de fonctions de gouvernance, dont la prévention et la gestion des conflits. Ces possibilités étaient carrément absentes et elles n'étaient certainement envisageables auparavant.

En Côte d'Ivoire, les OSC interviewées pendant cette évaluation étaient principalement des organisations dirigées par l'élite et basées en milieu urbain. Ces OSC ont peu de liens avec ou de racines chez les communautés de base. Si elles parlent d'un contexte légal et institutionnel favorable, elles pensent surtout au fait qu'elles peuvent opérer sans trop de contraintes et non à la question de savoir si elles peuvent participer de manière significative et efficace à la résolution des problèmes publics. Un peuple en conflit rend difficile (au mieux) la résolution des conflits, surtout au niveau local.

Nous concluons qu'il existe au Mali un environnement extrêmement favorable et permissif pour la participation de la société civile dans la résolution de conflits, et ce à partir du niveau national jusqu'au niveau local et, dans une moindre mesure, au-delà de ses frontières. Ce qui manque maintenant à beaucoup d'OSC maliennes, c'est les compétences, les connaissances, et l'expérience requises pour profiter de cette nouvelle ouverture.

Dans l'ensemble, l'environnement n'est pas franchement prometteur pour les OSC en ce qui concerne le rôle productif et efficace qu'elles pourraient jouer dans les conflits internes et transfrontaliers. Tant que les règles macro-politiques ne feront l'objet d'un consensus entre les acteurs institutionnels principaux, les OSC ivoiriennes continueront à se heurter à cet environnement nettement moins favorable et elles auront, plus tard, moins d'occasions de devenir des acteurs publics exerçant leurs droits.

## V. La nature des conflits

---

Pour pouvoir donner une idée des capacités des OSC dans le domaine de la prévention et la gestion des conflits, il est utile d'examiner quels sont les principaux types de conflits dans lesquels ces organisations ont été impliquées depuis les dix dernières années dans chaque pays.

### A. Mali

#### 1. Un peuple de plus en plus conscient des droits démocratiques et civiques

Parmi les conflits dans lesquels les OSC sont impliquées, beaucoup émergent quand les paysans commencent à prendre connaissance de leurs droits de citoyens dans un contexte démocratique. Par exemple, le conflit entre les instituteurs et les parents n'a cessé de s'aggraver depuis le milieu des années 1990, c'est à dire au moment où des ONG internationales, financées par les bailleurs de fonds, ont commencé à appuyer et renforcer leurs contreparties locales en les poussant à travailler avec les associations de parents dans le but de donner plus de rôle à ces derniers dans la gestion des écoles primaires et dans la gouvernance plus globale du système éducatif.

#### 2. Tradition contre modernité: valeurs et pratiques

Un des résultats majeurs de cette étude est que les conflits éclatent souvent lorsque les valeurs et pratiques traditionnelles se heurtent à la modernité. Dans le cas du trafic des enfants, par exemple, les parents confient souvent leurs enfants aux instituteurs religieux, à des membres de leur famille, à des artisans (comme apprentis) ou même à de simples connaissances pour un certain nombre de raisons (telles que la scolarisation, le travail, l'argent, etc.) Ce comportement ne posait pas de problème dans les communautés traditionnelles et dans les économies nettement moins monétisées. Cependant, maintenant que le marché a pénétré l'économie malienne au niveau de la communauté, la main d'œuvre est devenue un produit, et les hommes, les femmes, ainsi que les enfants se font par conséquent exploiter. Le conflit entre les valeurs et les pratiques traditionnelles et modernes, ces dernières s'opposant à l'exploitation des enfants, a conduit à un nombre important de conflits sociaux dans plusieurs domaines.

Le conflit de valeurs oppose également les ONG internationales, les médias occidentaux, et plusieurs gouvernements occidentaux (notamment les Etats Unis, l'Angleterre et l'Union Européenne) aux gouvernements africains comme ceux du Mali et de la Côte d'Ivoire ainsi qu'à leurs citoyens. La présente étude a permis de voir que des questions comme celle du trafic des enfants sont propulsées au niveau national par les institutions occidentales, menées par leurs compagnies médiatiques, et non pas par les parents des enfants ou par les cultivateurs de cacao.

#### 3. Environnement Légal et Institutionnel

L'incapacité des gouvernements nationaux et des organisations sous-régionales de formuler des lois efficaces pour réglementer le mouvement des biens et des personnes à la frontière contribue

aux conflits entre les éleveurs nomades et les transporteurs de bovidés au niveau national autant qu'au niveau international.

Le fait que les lois aient mal défini le statut des acteurs économiques semi-publics tels que la CMDT (compagnie cotonnière semi-publique), d'une part, et les liens qu'ils sont sensés avoir établi avec les gouvernements locaux récemment mis en place, d'autre part, conduit à une situation conflictuelle. Le conflit en question oppose non seulement les producteurs et ces acteurs du développement sur des questions de prix, de standards de qualité, et de retard dans les paiements, mais il concerne également le contrôle de la ressource la plus importante que les gouvernements possèdent, à savoir la terre.

#### **4. Intérêts Sociaux Divergents**

La crise scolaire du Mali est une affaire de longue date qui affecte le pays depuis le changement de régime en 1990. Les associations d'étudiants et les syndicats des enseignants étaient à la tête du mouvement pro-démocratie. En contre-partie de leur soutien, on leur avait fait des promesses dont plusieurs n'ont pu être tenues étant données les contraintes budgétaires. La politisation du mouvement des étudiants par les partis politiques exacerbe le problème.

#### **5. Ressources Naturelles: Accès et Utilisation**

La plupart des conflits que le Mali connaît sont le résultat d'une base de ressources naturelles limitée et de plusieurs intérêts en compétition. Le conflit du Barrage de Djéné (cf. mini étude de cas en Annexe 4 du rapport) met en évidence plusieurs résultats intéressants sur ce sujet. Les conflits sur les ressources peuvent rapidement se transformer en conflits entre les groupes ethniques et socio-professionnels. Ce cas démontre que, étant donné l'espace politique dont on dispose pour arranger les choses, les conflits sur les ressources qui mobilisent les groupes ethniques peuvent se résoudre de manière à encourager une vision de dépendance mutuelle et de gain mutuel potentiel.

#### **6. Décentralisation**

La dévolution des compétences vers les gouvernements locaux créés récemment (communes) sans allocation des ressources vers ce niveau a conduit à de sérieux conflits concernant les ressources, les limites du gouvernement local, le partage des revenus provenant des impôts, et la responsabilité de payer les responsables locaux.

### **B. Côte d'Ivoire**

#### **1. L'effondrement du consensus politique: quel rôle pour la société civile ?**

Depuis le décès du président fondateur du pays, Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire connaît l'entente entre les élites politiques s'effondrer par rapport aux règles du jeu électoral. La cause fondamentale du conflit est le refus du PDCI, parti politique de l'ancien président, d'accepter des règles appuyant des élections justes et libres. Au bout du compte, l'absence d'un consensus parmi la classe politique a conduit le pays à des élections contestées en 1995 et à un

coup d'état en 1999. De plus, d'autres divisions sociales, de l'identité ethnique au contrôle des ressources naturelles, ainsi qu'une séparation générale, ont été prises dans le conflit qui suivit. Les politiciens se mirent alors à manipuler ces divisions dans l'unique but de faire avancer leurs intérêts pour, en fin de compte, traîner dans une situation de blocage économique, sociale et politique.

Cette défaillance politique attira alors les OSC et les coalitions d'OSC qui cherchèrent à s'attaquer au problème politique principal et faire face à ses diverses ramifications économiques et sociales. Les groupes ecclésiastiques et les défenseurs des droits de l'homme essayèrent d'améliorer la situation, comme l'illustrent bien l'intervention du GERDDES-CI et ses efforts de médiation du conflit ainsi que la formation de la « Collective », qui a vu le jour au lendemain des élections contestées de 1995. Ce sont là deux bons exemples d'efforts de la société civile dans ces types de conflits politiques. Malgré la présence d'une coalition représentant plusieurs acteurs de la société civile (les groupes ecclésiastiques, les groupes défenseurs des droits de l'homme, les organisations féminines, et les groupes pour la promotion de la démocratie), la « Collective » ne parvint pas à ses fins à cause, essentiellement, du fait que les partis politiques refusaient de trouver un consensus sur les règles gouvernant la compétition électorale. Ils privilégièrent plutôt les institutions extra-constitutionnelles. Comme il sera montré dans la section suivante sur les conflits, les organisations de la société civile étaient perçues comme ayant perdu leur neutralité entant qu'intermédiaires intègres. En effet, la plupart des OSC étaient devenues fortement politisées pendant les années qui suivirent les élections de 1995.

La conclusion principale et la leçon fondamentale que l'on peut tirer des nombreuses tentatives d'engagement des OSC dans les efforts de résolution des conflits depuis une dizaine d'années est que la société politique est nettement plus puissante que la société civile, cette dernière ayant succombé à la mentalité partisane. Tant que l'élite politique ne trouvera pas un terrain d'entente sur les règles gouvernant la contestation politique, les OSC ivoiriennes ne connaîtront vraisemblablement pas de succès dans la résolution de conflits dans des domaines capitaux. De même, il est difficile de savoir si la participation de la société civile dans le *Forum pour la Réconciliation Nationale*, forum récemment créé par le président, changera quoi que ce soit.

## **2. Qui est ivoirien ? Le cas de l'identité nationale**

En ce qui concerne le consensus social, rien n'est plus important que l'identité nationale. En Afrique où les frontières sont artificiellement posées, la tentation de se servir de l'identité nationale comme outil de manipulation politique pour acquérir et garder le pouvoir est chose courante. Depuis quelques années, la Côte d'Ivoire a malheureusement succombé à cette question de division, ce qui a fait l'objet de conflits graves non seulement à l'intérieur du pays mais aussi au-delà des frontières. Les Maliens et Burkinabé vivent et travaillent en Côte d'Ivoire, qui est nettement plus développée économiquement, depuis l'époque coloniale. Au moment où l'économie commença à signaler son déclin pendant les années 1980, et comme cette tendance s'accéléra pendant les années 1990, les citoyens de ces deux pays firent l'objet de harcèlements, souvent avec un Etat ivoirien feignant de n'y rien voir. Le conflit foncier dans l'ouest et le sud-ouest du pays (voir plus bas) était à l'origine un conflit économique dans lequel l'identité nationale fut utilisée pour chasser les Maliens et Burkinabé, tout comme les Ivoiriens du nord d'ailleurs, des terres qu'ils cultivaient depuis plusieurs décennies.

L'identité nationale comme instrument politique de division du peuple a gagné de l'avant à l'occasion des élections de l'an 2000, élections pendant lesquelles Alassane Ouattara fut déclaré inéligible comme candidat à la présidence sous prétexte que sa mère était originaire d'un territoire actuellement connu comme le Burkina Faso. Etant donné que l'identité nationale est intimement liée à la politique ethnique, les dirigeants de la Côte d'Ivoire ont essentiellement rompu le contrat social latent sur la nationalité du pays.

### **3. Champions autonomes de la réforme transformés en anti-réformistes cooptés**

La politisation de la « Collective » de la société civile l'a rendue incapable d'arbitrer le conflit politique de 1995. Cette politisation a aussi rendu la société civile inefficace dans la gestion des conflits. Nos entretiens avec les représentants de la société civile nous ont permis de constater clairement que les OSC de toutes catégories (confessionnelles, organisations des droits de l'homme, syndicats de commerce, organisations féminines ou groupes professionnels) ont perdu toute neutralité et donc la confiance de tous comme médiateurs dans la plupart des conflits. Ceci n'a rien de surprenant, étant donnée l'extrême politisation et la polarisation de la société ivoirienne en général.

Ceci est à contraster avec le rôle que les OSC ont joué au début de la période d'avant les élections de 1995, période pendant laquelle la scène politique se caractérisait par la politique à partis multiples pro-réforme. Comme cela était le cas dans beaucoup de pays africains au début des années 1990, les syndicats, les groupes d'étudiants, les associations professionnelles, pour n'en citer que quelques uns, étaient à la tête du mouvement pour la démocratie multi-parti. Pendant les transitions démocratiques qui suivirent, beaucoup de coalitions pro-démocratie de démantelèrent et les individus membres de ces coalitions se mirent à poursuivre leurs intérêts particuliers dans le nouveau contexte politique. Ces intérêts n'allaient pas toujours dans le sens d'une consolidation démocratique, l'un des meilleurs exemples étant celui du SYNARES, syndicat des enseignants ivoiriens, qui fit volte-face, comme l'indique le passage ci-dessus.

Le SYNARES était le principal acteur non-étatique défiant l'Etat ivoirien. Ce syndicat constituait alors une force majeure exigeant le retour d'Alassane Ouattara dans l'espoir de voir ce dernier redresser la situation économique du pays. Après les élections de 1995, le SYNARES devint peu à peu le principal supporter du nouveau régime ! Ainsi, il s'est passé du rôle de champion de la réforme à celui du défenseur du statut quo. En ce faisant, le SYNARES perdit sa crédibilité aux yeux d'autres OSC. Le syndicat est d'ailleurs devenu un centre d'analyse et un réservoir dont se sert le parti au pouvoir pour recruter ses membres. Mais ce que le SYNARES démontre aussi, c'est que la recherche, l'analyse et les plaidoyers sont des instruments majeurs qui forcent ceux au pouvoir à faire face aux situations conflictuelles. Ceci est un point important pour l'efficacité des OSC dans la résolution de conflits.

### **4. L'environnement légal et institutionnel**

Les lois et leur application sont un moyen de définir les règles et les incitations gouvernant les actions des citoyens concernant diverses questions. Les bonnes règles et leur application systématique et consistante constituent ainsi un moyen important de prévenir et de gérer les

conflits. L'accès aux ressources et leur utilisation sont un des principaux domaines de conflit en Côte d'Ivoire, tout comme elle l'est ailleurs. La présente étude a passé en revue un certain nombre de conflits autour des ressources naturelles en se penchant tout particulièrement sur les problèmes fonciers et l'utilisation des ressources forestières. Depuis les deux dernières années, le gouvernement a ratifié plusieurs nouvelles lois, notamment un code forestier et une loi foncière, dont l'objectif est essentiellement d'établir les droits de propriété et de protéger et conserver les forêts. La nouvelle loi foncière stipule que la terre est désormais confiée à l'Etat tandis que le code forestier empêche l'exploitation commerciale des forêts. Ces deux lois sont considérées comme étant progressives, et les ONG ivoiriennes ont été impliquées dans leur élaboration et leur mise en application. Mais comme le démontrent les deux cas présentés ci-dessus, l'établissement de lois progressives ne suffit pas à protéger les ressources naturelles.

- Après avoir désigné une importante forêt du nord comme forêt classée, et donc comme aire protégée, le gouvernement ne s'est pas empêché de donner son accord pour qu'une route traversant cette même forêt soit construite. Certes, Croix Verte-CI, une OSC, a réussi à renverser cette décision, mais en attendant, des conflits entre intérêts sociaux, économiques, et politiques ont fait surface à travers tout le pays.
- Vu que de plus en plus de pression démographique s'exerçait sur les surfaces cultivables à l'intérieur et autour d'une autre forêt classée, des villageois se sont mis à cultiver du cacao et à couper des arbres pour se procurer du bois. Au moment où il fallait donc agir et appliquer les lois interdisant de telles activités, l'Etat n'a pas su les appliquer pour des raisons politiques. Le refus du gouvernement de faire appliquer une loi dans une région remet en question sa capacité de la faire appliquer dans d'autres régions, compromettant ainsi sa propre légitimité ainsi que celle de la loi en général.

## **5. Promesses non tenues: divergence des intérêts sociaux**

Toute société se compose d'intérêts multiples en compétition et il est du ressort de l'Etat d'arbitrer ces intérêts dans l'esprit de la préservation du bien public. Il est des intérêts qui cependant sont tellement liés à la façon dont une nation se perçoit qu'ils finissent par faire partie du contrat qui lie un peuple à son gouvernement. Depuis quelques années, le gouvernement ivoirien s'est montré incapable de tenir une de ces principales promesses. La discussion qui suit montre comment cette « trahison » a entraîné un conflit toujours en cours et comment elle a exacerbé d'autres tensions déjà présentes au sein de la société. Elle confirme aussi les résultats qui indiquent que les OSC sont peu capables de résoudre des conflits aussi fondamentaux lorsque le consensus sur la vie politique lui-même est remis en question.

Là où l'Etat ivoirien et son peuple, en particulier ses enseignants et ses étudiants ainsi que leurs parents, sont sensés s'entendre, c'est sur l'importance de l'éducation. Sur ce point, les élèves et leurs parents ont aussi une idée claire de leurs chances de trouver un emploi valable une fois les études terminées. Or, une série de facteurs, dont le déclin des prix du cacao et du café, accompagné par une mauvaise politique économique, une démographie galopante, et les prix élevés du pétrole dans les années 1980, ont entraîné une dette difficile à maintenir. A son tour, cette dette affecta la capacité du gouvernement de maintenir son niveau de subvention à l'éducation à tous les niveaux. Le résultat en a été que les relations entre le gouvernement et les

étudiants se caractérisaient par des conflits perpétuels entre ces deux partis depuis les années 1980 jusqu'à présent.

La crise a empiré lorsque les partis politiques de l'opposition se sont mis à se servir des étudiants, des enseignants et de des syndicats pour faire pression sur le parti gouvernant pour qu'il abandonne le pouvoir. Le parti au pouvoir rétorqua en mobilisant ses propres groupes d'étudiants et d'enseignants pour contrer l'opposition, ce qui entraîna, dans beaucoup de cas, de violents conflits.

Tant que le conflit restait relativement calme au début des années 1990, l'Eglise catholique put agir en médiateur efficace entre l'alliance étudiants/enseignants et le gouvernement. Mais peu à peu, alors que le conflit empira, la capacité de l'Eglise de jouer ce rôle public déclina. Plus tard, une coalition plus élargie d'OSC incluant les associations des parents, les groupes des droits de l'homme, et les organisations féminines se forma pour jouer ce rôle de médiation. En 1998, l'effort élargi de l'église, appelé le « forum des confessions religieuses », rejoignit ces autres OSC pour former les « Collectif pour l'Ecole ». Ce collectif ne parvint cependant pas à mieux gérer ce conflit que l'Eglise catholique. Parmi les raisons de cet échec figure le fait que le collectif ne faisait que réagir au lieu de développer sa propre stratégie pour faire face, soit à la crise, soit aux causes qui la sous-tendent. Il manquait en particulier au « Collectif » la capacité analytique de saisir le caractère politique de cette dispute et ensuite d'y remédier. La crise de l'éducation est en fin de compte la manifestation d'un problème social bien plus grave, à savoir l'absence d'un consensus parmi l'élite politique sur les règles qui devraient gouverner la contestation politique. Ceci ne veut pas dire que les étudiants et les enseignants n'avaient pas de plaintes réelles concernant la capacité du gouvernement ivoirien d'assurer une éducation de qualité, mais la lutte fondamentale se plaçait au niveau des forces politiques tentant d'accéder au pouvoir.

## **6. Ressources naturelles: Au-delà des frontières/ Règles traditionnelles contre règles modernes**

Cette étude révèle que la plupart des conflits de la Côte d'Ivoire sont le résultat de revendications multiples concernant l'accès aux et d'utilisation des ressources naturelles. Les revendications concernant la propriété des terres fertiles du sud-ouest (et de l'ouest) mettent en évidence plusieurs aspects des conflits de ce domaine. Ce qui a précipité ce conflit, en fait, c'est la vente par les anciens des tribus des terres à des étrangers au cours des années 1970. Ces terrains ont été vendus à des Ivoiriens (provenant du nord, principalement) et des étrangers provenant des pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Mali. A la longue, les revendications foncières ont entraîné une violence « non-politique » parmi les plus graves que la Côte d'Ivoire ait connu dans son histoire moderne.

Ce conflit foncier est monté au niveau transfrontalier lorsque les Maliens et les Burkinabé ont été contraints de fuir le pays pour protéger leur vie. Ces étrangers étaient venus en Côte d'Ivoire comme main d'œuvre des plantations de cacao. On leur avait, au fil du temps, cédé des terrains, ce qui les a encouragés à s'installer dans la boucle du cacao. Ils sont par la suite devenus la cible en particulier des jeunes du sud-ouest, qui les considèrent comme des usurpateurs de terrains

ancestraux. Ainsi, ces conflits ont souvent été sanglants et ils ont forcé les « étrangers » à quitter la Côte d'Ivoire

Deux dimensions supplémentaires se greffent à la dimension transfrontalière car il s'agit également d'un conflit opposant les Ivoiriens du nord à ceux du sud, d'une part, et d'un conflit entre les lois et règles foncières modernes et traditionnelles. Ce dernier s'est exprimé sous forme de litiges concernant la validité des contrats modernes par lesquels des terrains sont devenus la propriété des nordiques. Ce droit a été contesté par ceux qui argumentent que seules les règles coutumières de partage et de gestion des terres sont légitimes. Ils prétendent que, lorsque les anciens ont cédé des terrains aux groupes ethniques du nord, aux Maliens, et aux Burkinabé, ils l'ont fait en violation du droit et des pratiques coutumières, selon lesquels les terrains sont la propriété collective de la communauté, la propriété individuelle n'étant pas reconnue.

L'arène plus étendue de conflits politiques manifeste au cours des élections de 1995 et de 2000 étaient en grande partie des conflits de propriété des terrains, en particulier des terrains agricoles fertiles du sud-ouest. Les jeunes du sud-ouest, se trouvant au chômage après avoir terminé leurs études, furent obligés de se rabattre sur la culture du cacao comme seul moyen d'existence. Le problème est que les terrains sur lesquels ils comptaient n'étaient pas disponibles car les anciens avaient vendu ou donné ces terrains. Leur réaction a été la revendication par la violence. Ainsi, ce conflit peut aussi être interprété comme un clash entre la génération des jeunes chômeurs et leurs aînés.

Les méthodes utilisées par les OSC, aussi sophistiquées soient-elles, ne parviendront vraisemblablement pas à mettre fin à ce conflit. En effet, le problème est foncièrement politique dans la mesure où il implique la question de savoir quel ensemble de règles auront force de loi dans la répartition de la principale ressource naturelle (la terre) de la Côte d'Ivoire. Ce conflit a été exacerbé par les politiciens de tous les niveaux qui s'en sont servis comme moyen d'accéder ou de rester au pouvoir, d'une part, et de divertir des critiques nées de leur propre incapacité de promouvoir une politique économique sécurisant l'emploi et les revenus des jeunes du pays.

## **7. Autorité moderne contre autorité traditionnelle dans la gestion et la prévention de conflits**

Pendant pratiquement toute la période post-coloniale, l'Etat moderne ivoirien s'est imposé comme médiateur des conflits sociaux, ce qui n'est pas juste une question d'exclusion de la société civile dans les affaires publiques mais aussi de marginalisation des autorités traditionnelles. Cette étude a permis de constater que ces dernières, aidées par les OSC, comblent finalement les lacunes d'un gouvernement inefficace dans ses tentatives de résoudre les conflits, lesquels tournent souvent autour de l'utilisation des ressources naturelles. A titre d'exemple, on peut citer le conflit qui a éclaté entre les éleveurs nomades maliens (transhumants) du nord et les agriculteurs sédentaires ivoiriens.

Le recours habituel au représentant local de l'administration centrale, à savoir le sous-préfet, s'est avéré inefficace et donc incapable de prévenir ou gérer les conflits. La corruption est une des raisons de cette inefficacité, la perception locale étant que les agents de l'administration locale sont corrompus, ce qui les pousse à harceler les éleveurs dans le simple but d'en soutirer

des pots de vin. En réaction à cette inefficacité du gouvernement local, les ONG ivoiriennes ont travaillé avec les autorités traditionnelles pour renforcer leurs capacités de faire face aux conflits, une fonction qui fut une de leurs attributions majeures. Pour réussir, il fallait d'abord que les autorités administratives reconnaissent la légitimité de ces autorités traditionnelles dans cette fonction particulière. Il fallait ensuite qu'elles renvoient les partis en conflit aux autorités traditionnelles plutôt qu'aux sous-préfets. Quand elles se décidèrent à le faire, un nombre de conflits jusque là insolubles et de plus en plus violents finit par se gérer de manière plus viable selon les valeurs et les pratiques traditionnelles. Ceci est une des leçons principales de cette étude.

### **C. Conclusions Principales**

Les interventions en faveur de la prévention et la prévention de conflits devraient éviter que des nouveaux conflits ne se créent. Ceci est un point majeur du programme de résolution de conflits et d'interventions de l'USAID. Cette étude a permis de constater que c'est aussi le cas de nombreuses OSC. Et pourtant l'habilitation démocratique signifie que les groupes auparavant marginalisés ou ceux qui n'ont jamais eu de pouvoirs commencent à exiger qu'on les écoute et qu'on prenne en considération leurs droits et intérêts tout en les respectant. Pour parvenir aux réformes et aux changements politiques dans les systèmes politiques où les pouvoirs sont inégaux, les conflits ouverts sont donc une nécessité. La perspective d'une OSC, AADeC, rejoint notre conclusion qui est la suivante: Les conflits sont le produit naturel de différents intérêts en compétition pour l'accès aux ressources publiques. Pour cette raison, ils ne devraient pas être empêchés. Il faut s'attendre à ce que des conflits surgissent, et il faut même les accueillir, mais il faut surtout les gérer. Comme le montre l'expérience de l'AADeC, un des moyens les plus efficaces de gérer les conflits est de le faire en plein processus de développement, que ce soit au stade de la planification, de l'exécution, ou du contrôle/suivi.

Jusqu'au milieu des années 1990, la Côte d'Ivoire était considérée comme une oasis ouest-africain de stabilité, si ce n'est de démocratie. Il faut noter, cependant, que la paix sociale était en grande partie le produit d'un parti unique et d'un dirigeant fortement respecté en dépit du fait qu'il dominait la vie politique. La stabilité était possible, non seulement parce qu'on décourageait l'opposition, mais aussi parce que l'économie était capable de pourvoir aux besoins de la majorité de la population. Quand l'économie s'affaiblit, dans les années 1980, et quand le président fondateur du pays décéda au début des années 1990, la stabilité céda à des fissures dans la vie politique et sociale. La différence fondamentale entre la Côte d'Ivoire et le Mali est que ce dernier a su obtenir le consensus parmi tous les intérêts de la société concernant la composition du système politique et la manière dans laquelle le pouvoir serait contesté. Toujours au Mali, l'entente générale concernant les valeurs fondamentales de tolérance et d'inclusion a permis de contrôler la manipulation des tensions économiques et sociales, tensions causées par la mauvaise performance économique, comme stratégie de contestation du pouvoir. Ceci ne fut pas le cas pour la Côte d'Ivoire. En conséquence, de telles tensions ont été politisées, ce qui désastreux pour ce qui est des conflits et de leur gestion. La politisation des conflits rend beaucoup plus difficile la tâche de la société civile dans ce domaine.

## VI. Evaluation des capacités des OSC

---

Chacune des trois sections qui suivent est une analyse des capacités des OSC selon les outils d'évaluation élaborés pour cette étude. La section sur les conclusions finales résume le statut des OSC dans la prévention des conflits. Elle tire également des conclusions sur le potentiel d'expansion du travail des OSC dans ce domaine pour les court et moyen termes.

### A. Gouvernance démocratique interne

Notre analyse des pratiques de gouvernance interne des OSC a été conçue pour répondre à deux questions:

- *Quelles sont les forces et les faiblesses des OSC en termes d'organisation interne et de leur fonctionnement ?*
- *Dans quelle mesure les femmes sont-elles intégrées, de façon significative, dans la structure et les fonctions des ces OSC ?*

En général, l'efficacité d'une OSC est fonction du degré sa structure et ses procédures internes promeuvent: (a) les pratiques démocratiques, c'est à dire, la participation élargie dans la prise et la mise en pratique de décisions organisationnelles; et (b) des résultats de bonne gouvernance, à savoir la transparence dans la sélection de décisions et des responsables ainsi que la responsabilité et la capacité de réagir des dirigeants par rapport aux membres des OSC.

#### 1. Mali

Nos interviews avec les OSC (primaires, intermédiaires, et tertiaires) ont conduit aux résultats suivants:

- A l'exception de la *Plateforme Paysanne*, toutes les OSC interviewées étaient officiellement inscrites auprès du ministère concerné du gouvernement du Mali, principalement le Ministère de la Justice, selon la loi sur les associations de 1959. Ceci indique que toutes les OSC jouissent d'un statut juridique et qu'elles sont donc habilitées à participer aux actions publiques, y compris la prévention et la gestion des conflits. L'inscription signifie également que les OSC sont dotées d'une constitution et de règlements qui définissent la structure organisationnelle et les règles qui dictent le fonctionnement interne des organisations. Il faut cependant noter que la plupart des ces règlements sont issus d'un modèle standard fourni par le gouvernement plutôt que de réflexions et débats au sein des OSC concernant leurs règles et structures.
- Toutes les OSC que nous avons interviewées se sont formées volontairement. L'affiliation volontaire dans les organisations signifie qu'il est plus probable que les membres participent à une série d'activités, ce qui contribue des contributions monétaires et en temps. Ceci dit, beaucoup d'OCB qui se définissent selon la résidence auraient franchement du mal à ne pas se joindre aux associations étant donnée la pression pour le conformisme qui existe au niveau local.

- Par rapport aux OSC intermédiaires, il y a moins de chances pour que les organisations de femmes (CAFO et Mouvement des Femmes), d'une part, et les associations primaires (Fédération des Pêcheurs et Cobas), d'autre part, fassent preuve de participation ouverte dans les affaires internes de gouvernance.<sup>4</sup> Il y a raison de croire que les associations traditionnelles sont plus à-mêmes d'avoir un style de prise de décisions centralisateur et d'exclure les femmes de ces procédures.
- La vaste majorité des OSC, quelle que soit leur catégorie, marginalisent les femmes dans la prise de décisions, un fait qui est particulièrement évident chez les OCB que nous avons interviewées. Lorsque les femmes sont représentées au sein des comités --- de ces organisations, leurs rôles ont tendance à être marginaux (elles sont, par exemple, trésorières adjoint, vice-présidentes adjoint) Une des conséquences de cet état de chose est que les femmes préfèrent souvent former leur propre organisation ou créer leurs propres divisions au sein des organisations déjà en place. Elles évitent ainsi de participer aux associations mixtes.
- Les organes fédérés (tels que le SYCOV ou la *Plateforme Paysanne*) sont souvent imposés au lieu d'être formés à partir de la base. Ce manque d'associations volontaires entraîne souvent des conflits internes concernant la sélection des dirigeants et la nature des décisions prises. La conséquence principale en est que la légitimité de l'organisation est compromise aux yeux non seulement de ses membres mais aussi de « l'extérieur » A son tour, l'efficacité de l'organisation dans les fonctions externes telles que le plaidoyer et la résolution des conflits en pâtit.
- Pour la plupart des OSC, et tout particulièrement les OCB, le consensus et non le vote est l'instrument de choix pour la sélection des dirigeants et pour la prise de décisions. Ceci concerne les décisions pour les affaires quotidiennes de l'organisation, mais aussi celles prises au cours des Assemblées Générales annuelles. Ceci n'est ni surprenant ni néfaste pour la gouvernance démocratique. La société malienne, en général, est adepte de la prise de décisions et de sélection des dirigeants par consensus depuis des siècles entiers. Ses résultats sont généralement bons. Seulement, lorsque les associations regroupent les gens à un niveau supérieur au niveau primaire ou face-à-face, ces préférences commencent à poser des problèmes.
- Les associations de femmes, quant elles sont autorisées à participer à la résolution de conflits, se servent énormément de leurs connaissances personnelles parmi les acteurs et elles montrent une faculté de faciliter le dialogue entre ces derniers, chose que les hommes auraient beaucoup de mal à accomplir.<sup>5</sup> Le problème que les femmes ont est celui de se libérer des rôles traditionnels que la société lui réserve pour pouvoir assumer de nouvelles responsabilités. Ceci est en soi une source majeure de conflit social.

---

<sup>4</sup> Les résultats concernant ce point sont suggestifs et non pas basés sur une analyse statistique.

<sup>5</sup> Nos observations se basent sur un nombre important de cas de conflits sociaux dans lesquels les organisations de femmes du Mali étaient engagées, que se soit un éventail large de groupes de femmes pendant la révolution de 1991 ou la participation du MNFSPUSN à la médiation de la rébellion du nord ainsi que le rôle de CAFO qui calme la tempête pendant les crises scolaires actuelles.

## 2. Côte d'Ivoire

- La plupart des OSC primaires (les associations de chasseurs et les autorités traditionnelles étant l'exception) sont inscrites auprès des organes concernés du gouvernement. Ceci est facilité par le fait qu'elles peuvent s'inscrire au niveau sub-national auprès de représentants locaux des ministères ou auprès des gouvernements locaux.
- La plupart des OSC sont dotées de constitutions ou de règlements, en grande partie parce que ceux-ci sont obligatoires pour l'inscription. Cependant, beaucoup d'OSC interviewées déclarent qu'il existe un fossé entre les structures spécifiées par les constitutions et celles réellement en place et qui fonctionnent.
- Toutes les OSC se sont volontairement formées. Ceci comprend les OCB du premier niveau mais aussi les intermédiaires et les organisations spécialisées. Les études de cas collectées au cours de cette étude montrent que les OSC primaires se sont formées pour répondre à un besoin réel, et souvent pour satisfaire les intérêts de ses membres et sauvegarder valeurs et pratiques traditionnelles. Ceci est le cas, par exemple, des associations des chasseurs (*Dozo*), des autorités traditionnelles, et de griots. Ces associations peuvent jouer un rôle majeur dans la prévention et la gestion des conflits dans des contextes traditionnel et informel.
- Par rapport aux OSC des niveaux intermédiaire et tertiaire, les associations du premier niveau montrent nettement moins de signes de « gouvernance démocratique interne », tel que le montre bien le tableau en Annexe II du présent rapport (*Consolidated CSO Capacity Building Table*).
- La plupart des OSC, si elles en disposent, ont peu de personnel permanent. Il en résulte que les décisions quotidiennes sont prises par un groupe restreint de dirigeants, groupe faisant partie du comité exécutif ou du conseil d'administration.
- Les femmes sont actives dans tous les types d'organes administratifs des OSC intermédiaires et tertiaires de la Côte d'Ivoire. Ceci contraste par rapport à ce que nous avons trouvé au Mali où les femmes sont reléguées à des postes moins importants de l'administration.
- Les capacités intellectuelles et le niveau de sophistication du personnel des OSC ivoiriennes sont extrêmement impressionnants. Par rapport à leur contrepartie malienne, il y a beaucoup plus de chances pour que les membres des OSC intermédiaires et tertiaires soient lettrés, ce qui constitue un indicateur principal de participation. Quelles que soient les limites qui gênent l'efficacité des OSC de la Côte d'Ivoire, les connaissances et les capacités d'analyse de leurs membres n'en font pas partie.
- En général, le consensus prend le dessus par rapport au vote comme instrument de choix employé par la plupart des OCB en ce qui concerne les prises de décisions, d'une part, et la sélection des dirigeants, d'autre part. Cependant, par rapport au Mali, il y a en Côte d'Ivoire un niveau nettement inférieur de participation des membres de l'association. Dans beaucoup d'associations intermédiaires et d'associations spécialisées, les décisions organisationnelles majeures sont, par exemple, prises par un petit groupe de membres du comité de création plutôt que les membres en général. De deux choses l'une: soit cette

constatation est le produit de fait que, en ce qui concerne leur structure, les OSC ivoiriennes ont tendance à ne pas avoir d'organes exécutifs permanent (par rapport au Mali); soit ceci est la manifestation de la difficulté fondamentale que la société ivoirienne, dans l'ensemble, a à trouver un consensus.

### **3. Conclusions Principales**

Il existe un certain nombre de facteurs qui ont favorisé ou gêné les pratiques internes de gouvernance démocratique des OSC. Il n'y a rien de surprenant aux tendances centralisatrices, à la prise de décisions hiérarchique, et à la marginalisation des femmes dans la vie publique, vu que ces trois phénomènes observés dans les OSC sont la norme dans la société malienne en général. Cependant, ceci n'a rien d'une situation statique. En effet, la tolérance, le consensus, et la tendance associative, qui sont trois valeurs maliennes, constituent une force qui s'oppose aux pratiques moins démocratiques que nous avons constaté. De plus, la démocratie malienne a eu un impact certain en termes de renforcement et promotion de pratiques telles que la participation de la société dans la prise de décisions, dans la bonne gouvernance (transparence, responsabilité, anti-corruption), dans la sauvegarde des droits de la femme, et dans la résolution calme des conflits. Enfin, la promotion des pratiques démocratiques au sein des OSC a été encouragée par plusieurs programmes des bailleurs de fonds, dont notamment le programme de démocratie et de gouvernance de l'USAID-Mali. En fait, la vaste majorité des OSC interviewées dans le cadre de cette étude ont participé directement ou indirectement dans ce programme. En général, l'appréciation des participants a été positive.

Certes, tirer des conclusions fermes sur la gouvernance interne des OSC du Mali et de la Côte d'Ivoire en se basant sur un nombre restreint d'associations enquêtées est risqué, mais cette étude a néanmoins permis de découvrir que les OSC ivoiriennes font preuve de moins de pratique de gouvernance interne démocratique que les OSC maliennes. Un certain nombre de facteurs semblent jouer:

- Le contexte macro-politique général semble jouer un rôle clé. Les macro-environnements hautement conflictuels et politisés semblent décourager la gouvernance interne démocratique des OSC.
- Le soutien que les ONG internationales et les bailleurs de fonds internationaux apportent et la mesure dans laquelle les OSC en bénéficient semblent également influencer. Lorsqu'il y a plus de soutien, non seulement les OSC africaines sont à mêmes de bénéficier d'aider spécifiquement pour le renforcement de leurs capacités, mais il n'est pas rare non plus que les bailleurs et ONG exigent qu'elles fassent preuve de bonnes pratiques démocratiques.

#### **B. Gestion Interne**

Si la mise en place de pratiques de gouvernance interne démocratique procure les règles et un cadre institutionnel permettant une gestion solide et efficace, cette dernière n'est pas pour autant garantie. En effet, il faut aussi des compétences, une expérience, des systèmes et procédures variés pour pouvoir assurer un bon planning, la mobilisation et l'utilisation efficace des

ressources, et l'évaluation de la performance de l'organisation et de l'impact du programme. Toutes ces conditions peuvent aider les organisations à atteindre leurs objectifs et leurs résultats. Pour évaluer la gestion interne des OSC, la présente étude s'est penchée sur deux questions particulières:

- Les OSC disposent-elles de compétences, de systèmes et procédures qui les rendent efficaces, c'est à dire qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs et résultats organisationnels ? Nous avons avancé qu'une variété particulière de compétences nécessaires à la bonne planification, la mobilisation et l'utilisation efficace des ressources, et l'évaluation de la performance organisationnelle et de l'impact du programme devraient pouvoir contribuer à l'efficacité.
- Quelles sont les sources de soutien financier à la disposition des OSC, en particulier pour toute activité de prévention et apaisement de conflits que ces OSC ont mis en marche ou qu'elles ont l'intention de démarrer ?

## 1. Mali

- Les OSC interviewées consacrent beaucoup d'efforts et d'attention à s'assurer d'un degré certain de transparence dans l'élaboration de leurs plans d'actions et de leurs budgets ainsi que dans la gestion et les rapports financiers. Ceci s'explique en large partie par le grand nombre de formations que les OSC, dont beaucoup d'OCB, ont reçues dans ces domaines ainsi que dans d'autres domaines de la gestion. Ces formations ont été possible grâce au financement des bailleurs de fonds.
- En ce qui concerne le développement de la responsabilité interne, beaucoup d'autres domaines importants de gestion interne étaient moins positifs. La planification stratégique se fait rarement; les audits sont rares; et peu d'associations sont dotées d'un partage clair des responsabilités; peu se servent systématiquement de suivi et évaluation comme instruments d'amélioration de la performance en gestion et d'évaluation d'impact des programmes. Seules quelques OSC ont récemment pu donner une formation à leur personnel, soit dans les domaines techniques, soit pour les compétences en gestion.
- Il manque même à la plupart des OSC un minimum d'infrastructure organisationnelle, y compris des bureaux, du matériel et des véhicules. Ceci est particulièrement vrai pour les OCB et pour les organes fédérés du niveau intermédiaire.
- Peu d'organisations sont engagées dans la formation d'un noyau de cadres compétents capables de gérer des programmes à long terme étant donné que la plupart dépendent essentiellement de bénévoles. Là encore, le phénomène s'observe tout particulièrement chez les OCB et chez les organes fédérés.

## 2. Côte d'Ivoire

- Les OSC ivoiriennes font preuve de faiblesses considérables dans le domaine de compétences de base en gestion (Cf. Tableau « *Consolidated Capacity Building* » en Annexe II) S'il est vrai que la plupart des OSC font de la comptabilité minimale et

qu'elles font des rapports sur l'utilisation de leurs fonds, en particulier pour les bailleurs de fonds, très peu ont en fait mis sur pied un système de gestion financière. Seules 4 des 15 OSC interviewées ont rapporté avoir fait un audit externe de leur situation financière annuelle.

- Toutes les OSC intermédiaires et tertiaires interviewées ne possèdent pas de stratégie à long terme sensible de guider leurs procédures de planification et d'établissement d'objectifs. La plupart de ces OSC ont déclaré que leurs ressources sont tellement maigres qu'il ne semble pas logique de planifier au-delà du projet suivant ou au-delà de ce qui était immédiatement disponible.
- Il manque même à la plupart des OSC un minimum d'infrastructure organisationnelle, y compris des bureaux, du matériel et des véhicules. Ceci est particulièrement vrai pour les OCB et pour les organes fédérés mais, contrairement au Mali, ceci semble aussi être le cas parmi les ONG spécialisées de la Côte d'Ivoire. Quel que soit leur niveau, il manque à toutes les OSC un bureau ou un lieu de réunion; par ailleurs, il leur manque un matériel adéquat dont des véhicules; enfin, il leur est impossible de maintenir un bureau exécutif avec du personnel à plein temps. Elles dépendent ainsi totalement, quasiment, du travail volontaire de leurs membres.
- Les OSC de Côte d'Ivoire ne mettent pas vraiment l'accent sur les compétences de base en gestion dans la description écrite des compétences requises ou comme faisant partie de la structure organisationnelle et des responsabilités. Les outils ou systèmes de suivi et d'évaluation leur font défaut. De plus, il semble qu'elles n'ont pas pu offrir de formations récentes techniques ou en gestion, à leur personnel.

### **3. Conclusions Principales**

Ces résultats sont peu surprenants malgré le volume important de soutien au renforcement des capacités dont les OSC maliennes ont été l'objet depuis quelques années. Comparé aux communautés d'OSC à travers cette sous-région d'Afrique, notamment la Côte d'Ivoire, la performance des OSC maliennes est relativement bonne.

Pendant la phase de démarrage de n'importe quelle organisation, il faut souvent compter sur le volontariat et il faut même l'encourager. Cependant, pour être efficace, c'est à dire pour développer et maintenir une capacité de produire des résultats bien définis, il devient nécessaire de d'avoir un personnel de formation solide, un staff permanent avec le minimum de moyens pour faire leur travail. Ceci entend qu'il faut des moyens financiers, mais en plus une source stable de financements sur une période d'au moins trois à cinq ans. Il va falloir encore pas mal de temps pour que les OSC maliennes atteignent ce but et pour qu'elles se détachent de leur dépendance des financements des bailleurs de fonds, financements par nature incertains.

Dans l'ensemble, la situation des OSC maliennes est positive. Les normes et les pratiques de gestion efficace sont bien connues de la communauté des OSC, qui comprend des centaines de OCB ayant reçu l'assistance des bailleurs de fonds, et tout particulièrement de l'USAID/Mali. Il est fort probable que, quand les OSC seront de plus en plus sophistiquées et quand l'économie s'améliorera, des sources de financement plus stables fassent leur apparition à l'intérieur du pays plutôt que venant de l'extérieur.

La plupart des OSC ivoiriennes ne possèdent pas la structure organisationnelle et les systèmes de gestion, les procédures et les compétences qui font souvent l'efficacité des associations. La différence avec les OSC maliennes est particulièrement frappante, et elle s'explique par trois facteurs: (a) la jeunesse relative et la taille de la société civile en Côte d'Ivoire comparé au Mali et à beaucoup d'autres pays de la sous-région; (b) le manque de financements étrangers à la disposition des OSC; et (c) le fait que peu d'ONG internationales aient joué un rôle de mentor pour leur contrepartie ivoirienne, comme cela a été le cas au Mali.

Les OSC ivoiriennes sont aussi beaucoup moins pro-actives que leurs contreparties maliennes quand il s'agit d'explorer des sources alternatives de financements ou d'essayer d'imaginer à quoi elles pourraient parvenir en se servant des ressources mises à leur disposition. Le manque de planning programmatique avec une vision claire dont elles font souvent preuve les enlisse dans un mode réactif, ce qui limite leurs chances d'obtenir de tels financements.

Il est aussi fort possible que, étant donné que la Côte d'Ivoire était considérée par la communauté internationale comme jouissant d'une meilleure situation économique (par rapport à ses voisins), les bailleurs de fonds ne l'ont pas ciblée pour une telle assistance. Il a fallu attendre les troubles des années 1990 pour que les OSC deviennent une force plus prééminente pour le développement de la Côte d'Ivoire

### **C. Prévention et Gestion des Conflits**

La supposition fondamentale de notre méthode d'évaluation est que, pour être efficace dans le travail de conflits, il faut tout d'abord que les OSC soient solides dans leurs structures de gouvernance et dans la gestion de leurs organisations. S'il est vrai que les OSC ont prouvé leurs capacités de s'engager dans la gestion et la prévention des conflits et de réussir dans beaucoup de cas, une capacité soutenue exige tout d'abord une plateforme institutionnelle démocratique et solide.

La présente section examine l'étendue des activités passées et présentes qui touchent à la prévention et à l'apaisement des conflits au niveaux local, national, et régional; les capacités des OSC de communiquer avec les autres OSC qui travaillent sur les questions de conflits, et de former des réseaux et des coalitions pour la promotion, la médiation, et pour d'autres activités qui pourraient affecter les conflits. La section examine également quelles sont les capacités des OSC de communiquer avec les autorités aux différents niveaux du gouvernement (local, national, régional) et de promouvoir leurs vues en vue de participer aux processus d'élaboration de politiques.

#### **1. Mali**

- Toutes les OSC interviewées, à l'exception de l'UNTRM, ont déclaré avoir des compétences en prévention et gestion des conflits même si seules trois d'entre elles (Jam Sahel, ADG, et GDRN5) ont reçu une formation formelle dans ce domaine. Cette constatation, qui est quelque peu surprenante, s'explique de trois manières: Premièrement, chaque OSC avait participé à une forme ou à une autre de résolution de

conflits, d'où le raisonnement selon lequel elles devaient bien être capables pour réussir. Les Maliens ont un dicton pour une telle mentalité: « à force de travailler à la forge, on devient forgeron » Deuxièmement, la grande majorité de ces OSC, ce qui comprend les OCB, avaient reçu des formations d'action civique, formations qui comprenaient le développement de compétences en promotion/plaidoyer. Enfin, beaucoup des compétences et stratégies nécessaires à la résolution de conflits sont pratiquement innées pour les associations du Mali. La conséquence de ces facteurs est que les OSC ont effectivement acquis les compétences ou l'expérience en médiation et négociation. Elles utilisent une variété de liens tels que ce qui rattachent les clans, les ethnies, et les groupes d'âge. Elles se servent par ailleurs de dialogue social et culturel dans les situations de conflits. Elles ont aussi recours aux autorités traditionnelles telles que les chefs, les féticheurs, les griots, les chefs religieux (imams), et les femmes qui ne sont pas directement impliqués dans le conflit comme médiateurs.

- Soixante quinze pour cent (75%) des OSC intermédiaires interviewées déclarent que les OCB sont les partis les plus directement impliqués dans la majorité des conflits, qu'ils soient locaux, nationaux, régionaux ou même transfrontaliers. Les OCB sont donc les mieux placées pour prévenir, gérer ou résoudre les conflits.
- Le mandat principal de pratiquement toutes ces OSC est d'assister leurs membres ou leurs communautés-clients dans le but d'améliorer un aspect ou un autre de leur bien-être social et économique. Il n'y en a pas beaucoup qui aient eu des expériences en résolution de conflits ou dans le domaine de promotion de politiques. En résumé, chaque OSC se trouve, un moment donné ou à une autre, impliquée dans la résolution de conflits parce que cela découle naturellement des travaux (de développement) habituels des OSC.
- Au niveau transfrontalier, peu d'OSC sont dédiées dans les efforts de prévention et de gestion des conflits. Comme l'indique la Section V du présent rapport, la plupart des conflits ont lieu au niveau local, et ils concernent surtout l'accès aux et l'utilisation des ressources naturelles. Le deuxième type de conflits fréquemment cité est du niveau national et il touche vraisemblablement un aspect de la décentralisation.
- Les OSC maliennes ont beaucoup d'expérience dans le domaine que nous appelons, de façon générale, « action civique », c'est à dire engager l'Etat à tous les niveaux à réagir aux intérêts qui préoccupent leurs membres ou qui concerne les communautés dans lesquelles ils vivent et travaillent. Il existe de nombreux exemples d'OSC ayant entrepris de mettre pression sur le gouvernement, en particulier au niveau des gouvernements locaux pour que ces derniers adoptent certaines politiques. Dans la plupart des cas, les OSC sont parvenues à leurs fins. La nature du dialogue entre les OSC et leurs contreparties du gouvernement peut, en général, se qualifier de civile et productive même dans les cas où les OSC n'ont pas obtenu ce qu'elles voulaient.
- La grande majorité des OSC (plus de 90 pour cent) engagées dans les conflits d'une manière ou d'une autre dépendent énormément de financements étrangers pour toutes leurs activités d'action civique, dont la résolution des conflits. Or la loi malienne leur interdit de s'initier dans les activités rémunératrices. Par ailleurs, elles ne peuvent vraisemblablement pas compter sur la contribution de leurs membres. Or les droits d'inscription et les cotisations ne rapportent pas suffisamment de revenus. Il est donc

clair que sans le soutien (financier) des bailleurs de fonds internationaux et des ONG et sans leurs conseils, il est peu probable que les OSC s'impliquent dans des efforts de résolution de conflits. Notre étude de cas sur le trafic des enfants montre que ceci est bel et bien le cas.

- De nouveaux modèles d'efforts d'engagement de la société civile dans les efforts de démocratisation et de gouvernance, en général, et de gestion des conflits/plaidoyer, plus particulièrement, jusqu'ici non envisageables ont maintenant vu le jour. Le cas du Seuil de Talo présenté en Annexe 4 en est un témoignage. Il montre en effet ce qui peut se passer quand les ONG internationales réussissent à renforcer les capacités des OCB qui, à leur tour, se constituent en fédérations sans intention évidente de diriger leurs capacités vers la résolution de conflits. Un des éléments critiques de ce modèle semble être, non seulement le contexte de décentralisation, mais aussi la création d'un mécanisme de négociation inter-gouvernementale.

#### **Quelques Exemples de Stratégies de Résolution de Conflits Développées par les OSC du Mali**

- Formation de « commissions de conciliation » est une des principales stratégies employées avec efficacité par les OSC maliennes (voir les études de cas et anecdotes inclus dans ce rapport) Ces commissions incluent tous les partis impliqués dans le conflit et sert en fait de plateforme institutionnelle à travers laquelle la médiation peut avoir lieu. Exemple: l'utilisation, par AMDH, des procès verbaux qui ont alors en quelque sorte servi de contrats entre les partis et qui attestent que les parties ont trouvé un accord.
- L'utilisation de réseaux étendus de groupes de femmes pour dé-politiser la situation. Exemple: La médiation par CAFO des conflits entre les étudiants et le gouvernement. Au cours de cette médiation, les groupes de femmes sont parvenus à faire promettre aux partis politiques de cesser de recruter leurs membres parmi les groupes d'étudiants; toujours grâce aux femmes, les parents ont appuyé cette pratique afin que les problèmes entre les étudiants et le gouvernement ne deviennent pas automatiquement des questions partisans.
- La formation de réseaux d'OSC aux niveaux national et sous-régional comme moyen d'échanger des informations, de développer des stratégies communes, et de gagner de l'influence à travers la solidarité de groupe.
- La collaboration avec les autorités indiquées pour obtenir des renseignements pour le compte de leurs membres dans le but de prévenir les conflits inutiles avec les autorités. Exemple: la stratégie de COBAS qui consiste à obtenir et diffuser les lois et les réglementations sur le passage des frontières (niveaux national et sous-régional) et sur le droit qu'ont éleveurs d'obtenir un « laissez passer » du Ministère du Développement Rural du Mali.
- Le recours à la légitimité des organisations entant que groupes producteurs servant à contre-carrer le pouvoir des organisations gouvernementales ou semi-privées. Exemple: La *Plateforme Paysanne* dans ses efforts de représentation des producteurs de coton face au CMDT, organisation semi-étatique de traitement du coton.
- L'emploi des valeurs et pratiques traditionnelles de résolution de conflits pour surmonter les blocages habituels (historiques) dans la communication et la volonté de négocier entre partis adversaires. Exemple: La *Plateforme Paysanne* a fait appel aux pratiques traditionnelles de résolution de conflits pour résoudre le problème avec la CMDT.

## **2. Côte d'Ivoire**

- Les compétences des OSC ivoiriennes, y compris les compétences en matière de prévention et de gestion des conflits, sont faibles:

- Le niveau de connaissance ou de compréhension du processus de prise de décisions est bas chez les OSC ivoiriennes. Seules 9 des 15 OSC interviewées déclarent comprendre où se trouvent les principaux domaines de prise de décisions, ce qui leur a donné les moyens de cibler leurs activités de plaidoyer.
  - Leur perception est que la plupart (11 sur 15) pensent avoir les compétences requises pour élaborer et mettre en place une stratégie de plaidoyer.
  - La moitié, environ (7 sur 15), s'est effectivement engagée dans le plaidoyer, soit seule, soit en tant que membre d'une coalition.
- Parmi les OSC ivoiriennes, les compétences en recherches, analyses, formulation, lobbying (pression) de politiques ainsi que la capacité de formation de coalitions et d'alliances sont très limitées.
  - Il en est de même pour les expériences concrètes d'élaboration de stratégies de gestion de conflits. Seul un tiers (5 sur 15) des OSC se considèrent réellement capables d'élaborer et d'exécuter une stratégie de gestion des conflits.
  - Malgré le fait que la plupart des OSC ivoiriennes prétendent être capables d'analyser les origines des conflits et qu'elles possèdent des compétences en médiation et négociations, le niveau de formation des OSC en matière de prévention et gestion des conflits, une fois de plus, est très faible. Seules deux OSC, AID-CI et *Notre Nation* déclarent avoir bénéficié de formation formelle dans ces domaines. Etant donné que la majorité des OSC n'ont pas reçu de formation formelle en plaidoyer/pression, il leur manque aussi les compétences parallèles, compétences qui les auraient aidées même sans formation formelle en matière de conflits.
  - Malgré ceci, beaucoup d'OSC ivoiriennes sont actives en matière de travaux de conflits. Trois quarts déclarent avoir des expériences dans ce domaine, ce qui les a formées sur le tas et leur a donné l'occasion de tirer des leçons de leurs expériences et erreurs.
  - Les OSC ivoiriennes sont pour la plupart actives en matière de conflits au niveau national et même transfrontalier, ce qui contraste nettement avec l'expérience du Mali où les problèmes locaux constituent la majorité du travail d'apaisement des conflits. Ceci est peut-être dû au fait que la plupart des conflits notés en Côte d'Ivoire touchaient à des litiges foncièrement politiques au niveau national. De plus, la décentralisation est nettement moins engagée en Côte d'Ivoire qu'elle ne l'est au Mali.
  - Comparées à leurs contreparties maliennes, il y a plus de chances pour que les OSC ivoiriennes soient engagées dans les questions politiques telles que les abus des droits de l'homme, les droits du travail, la liberté de la presse, et la réforme juridique. Ainsi, elles sont probablement moins impliquées dans les domaines classiques de conflits se rapportant à la situation économique et sociale.
  - Peu d'OSC sont engagées dans des efforts de prévention et gestion des conflits au niveau transfrontalier, non pas parce que de tels conflits n'existent pas, mais parce que les OSC sont mal placées pour y remédier ou alors parce qu'elles jugent qu'il n'est pas dans leur intérêt de s'y engager.

- Les OSC ivoiriennes ont moins de chances d’être impliquées dans les coalitions et réseaux qui parviennent à leurs fins. Il y a bien eu des tentatives, mais celles-ci se sont heurtées à un succès limité dont les divisions internes, souvent selon les appartenances politiques au sein de la société ivoirienne, sont la cause.
- Paradoxalement, les OSC ivoiriennes, malgré leurs faiblesses, sont probablement plus souvent engagées dans des relations avec les agences du gouvernement, ce par rapport à leurs contreparties maliennes. La Côte d’Ivoire développe depuis toujours des consultations formelles dont la plus récente est le *Forum de la Nation pour la Réconciliation Nationale*. Cependant, la consultation se limite traditionnellement à la cooptation et au partage du magot au lieu d’œuvrer en faveur de la participation (populaire) en matière d’élaboration et d’exécution de politiques.

### 3. Conclusions Principales

Les OSC maliennes, à notre surprise, se sont montrées capables en matière de prévention et gestion des conflits, bien que sur une base *ad hoc*. Comme précisé plus haut, ceci est dû à un certain nombre de facteurs parmi lesquels figure notamment le soutien de l’USAID/Mali et d’autres bailleurs de fonds. Cette assistance étrangère se consacre à développer les capacités internes ainsi que les compétences des OSC en matière de plaidoyer, compétences qui influent directement sur les capacités de résoudre les conflits. Nous concluons cependant que les OSC maliennes doivent encore faire leurs preuves en ce qui concerne la prévention et la gestion des conflits transfrontaliers.

Un des principaux facteurs qui minent l’efficacité des efforts de résolution de conflits transfrontaliers est la préoccupation constante des Etats africains concernant la souveraineté et la stabilisation des frontières déjà fragiles. Ceci constitue une contrainte au rôle que les Etats-nations (y compris les OSC) peuvent jouer dans la résolution des conflits au-delà de leurs propres frontières. La faiblesse des mécanismes inter-étatiques jusqu’ici établis (on compte parmi ceux-ci le mécanisme de conflits de la CEDEAO et le programme de la société civile du PCASED pour le contrôle et la réduction du trafic d’armes légères ) limite davantage les occasions offertes aux OSC nationales d’être impliquée de façon constructive avec ces OIG en matière de résolution de conflits.

Néanmoins, un certain nombre d’OSC sont parvenues à leurs fins dans ces types de conflits, comme le montrent nos études de cas. Pour être plus précis, on commence à voir se former des réseaux et alliances d’OSC au-delà des frontières. Ces réseaux et alliances sont constituées d’OSC nationales dont le *Réseau des Femmes Africaines pour la Paix* et des ONG internationales et locales sises au Mali et en Côte d’Ivoire et travaillant dans le domaine du trafic des enfants. Un certain nombre de ces réseaux et fédérations, tout en travaillant sur des problèmes classiques liés au développement, présentent le potentiel de jouer un rôle plus élargi dans les conflits transfrontaliers à condition qu’ils soient aidés par les bailleurs de fonds. A titre d’exemple: la *Plateforme Paysanne* aidée par le CILSS avec ses interlocuteurs dans beaucoup d’autres pays du Sahel.

En bénéficiant d'aide supplémentaire des bailleurs de fonds, un certain nombre d'OSC intermédiaires, soit des ONG, soit des organes fédérés, pourraient potentiellement se consacrer aux questions transfrontalières. Des organisations telles que ADG, Jam Sahel, GDRN5, et INAGEF ont eu beaucoup de succès dans la prévention et la gestion des conflits des niveaux nationale et local et son donc bien placées pour entamer des activités au niveau transfrontalier.

Bien que les capacités d'organisation permanente et que les compétences techniques nécessaires à pérenniser leur engagement dans la résolution de conflits fassent défaut aux OCB, ces dernières possèdent néanmoins des connaissances, comme elles l'ont d'ailleurs prouvé, qui se fondent sur les réalités locales. Ces connaissances pourraient être approfondies et ainsi servir de base pour entreprendre des activités plus classiques de développement. Cette constatation revêt un caractère important dans la mesure où le niveau local semble constituer le locus où la plupart des conflits débutent. Ceci est d'autant plus vrai que les effets de la décentralisation vont inévitablement se faire ressentir, ce qui se manifestera par la recrudescence de conflits pendant encore plusieurs années.

Il est peu probable que les OSC ivoiriennes deviennent prochainement des acteurs efficaces dans l'apaisement des conflits ou la consolidation de la paix. L'étude montre qu'il n'existe aucune raison de croire que des contraintes internes sauraient empêcher que ceci ne se fasse. Cependant, il faut noter que les trois dimensions mentionnées plus haut font défaut aux OSC de la Côte d'Ivoire mais cela ne semble pas être la contrainte la plus grave. En effet, et comme la présente évaluation l'a dit et répété, le contexte général, à savoir le contexte politique, légal, et institutionnel représente un handicap sérieux pour tous les acteurs de la société y compris la société civile. Par ailleurs, l'impact de l'environnement externe a défavorisé les OSC. En devenant de plus en plus partisans, les OSC ont compromis leur neutralité et leur potentiel de participation aux affaires publiques, en général, et tout particulièrement à la résolution des conflits.

## VII. Rôle des OSC Maliennes et Ivoiriennes dans les conflits régionaux: liens et actions

---

Quel rôle les OSC ouest-africaines peuvent-elles jouer ? Quel rôle jouent-elles effectivement dans les conflits transfrontaliers et dans la région ? Ces questions font l'objet d'un document de synthèse résumant les résultats de toutes nos études (l'étude de bureau, les deux études de cas portant sur les conflits, et les deux évaluations) Dans la présente section, nous nous penchons uniquement sur les aspects révélés par le travail sur terrain fait pour l'évaluation des OSC anglophones.

Les études sur terrain que nous résumons dans cette section ont démontré sans qu'il ne fasse aucun doute qu'il existe, dans les pays étudiés, une capacité certaine pour se dédier aux travaux de prévention et gestion des conflits, bien que ceci semble plus être le cas, à présent, pour le Mali que pour la Côte d'Ivoire

En même temps, dans les pays francophones étudiés, les OSC doivent encore faire leurs preuves en ce qui concerne leur efficacité pour tout ce qui touche aux efforts de prévention et gestion au niveau transfrontaliers. La préoccupation historique des Etats africains concernant la souveraineté et le maintien des frontières fragiles est une des entraves à l'efficacité des efforts de résolution des conflits transfrontaliers. Ceci constitue une contrainte au rôle que les acteurs de l'Etat-nation, dont les OSC, pourraient jouer dans la résolution des conflits au-delà de leurs frontières nationales. En ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la faiblesse même des efforts entrepris par les OSC en plaidoyer et en résolution/prévention de conflits indique qu'il est improbable que qu'elles soient prêtes à affronter l'arène plus compliquée des conflits qui affectent la sous-région ou qui s'étendent au-delà des frontières.

Cependant, et comme le démontrent les études de cas en Annexe 4, un certain nombre d'OSC ont réussi dans ces types de conflits. Parmi celles-ci, les plus importantes sont les OSC qui travaillent à travers les réseaux régionaux ou qui sont elles-mêmes affiliées à une ONG mère dont la concentration est régionale ou africaine en général.

Il y a tout d'abord les OSC nationales qui tissent des liens par besoin commun de résoudre un problème. Parmi celles-ci figurent le *Réseau des Femmes Africaines pour la Paix* et, auparavant, le *Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et de la Culture Nationale* (MNFPUN) Ces organisations, avec l'aide d'autres organisations féminines pour la paix, ont contribué à trouver une résolution au conflit violent du nord du Mali. Elles ont par ailleurs essayé de jouer un rôle dans la gestion des conflits violents dans d'autres parties de la région. De même, il est fort probable que les réseaux d'OSC nationales (dont une organisation malienne affiliée) promus par le CILSS, notamment les organisations d'agriculteurs de la *Plateforme Paysanne*, puissent jouer un rôle similaire dans les conflits fonciers et les conflits portant sur les ressources naturelles. Ces réseaux ont d'ailleurs bénéficié de formations dans ce domaine.

Il y a également des OSC qui ont pu s'affilier au programme d'une OSC régionale, comme cela est le cas de l'OSC ivoirienne *Club de l'Union Africaine*, qui est liée à et soutenue par WANEP.

Grâce à ce soutien, le CUA a pu aider à réagir à des problèmes de violence estudiantine en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

Il y a encore des OSC qui font partie d'organisations plus larges dont l'agenda porte sur la résolution des conflits régionaux dans des domaines spécifiques. Ceci est par exemple le cas de GERDDESS-CI, qui a pris de l'importance à travers GERDDES, organisation régionale dans les questions de litiges liés aux élections ou, plus généralement, à la politique. L'*African Center for Human Security*, groupe qui a des sections au Togo, au Bénin, et au Burkina Faso ainsi qu'en Côte d'Ivoire, est parvenu à s'initier dans les questions qui transcendent la frontière ivoirienne (telle que la crise politique au Togo, trafic d'armes légères, prolifération de mines anti-personnelles, qui est un problème régional), ce grâce au soutien d'OSC partenaires. D'autres OSC qui font parti de réseaux africains, notamment Africare-CI, ont aussi le potentiel d'activer ses liens pour résoudre les conflits régionaux.

Il y a enfin les OSC qui ne se considèrent absolument pas comme des organisations de prévention/gestion des conflits ou qui ne se considèrent même pas du tout comme des acteurs internationaux, mais qui se retrouvent tout de même impliqués dans des conflits transfrontaliers à cause de leur préoccupation pour le développement et l'environnement. L'OSC ivoirienne *Croix Verte* en est un exemple. Cette organisation est maintenant impliquée dans les tensions qui se sont formées autour de la question des mouvements du bétail à la frontière Côte d'Ivoire-Burkina Faso. De même, les associations de la *Plateforme Paysanne* ne se considèrent pas comme acteurs de mitigation de conflits à proprement parler, mais dans la mesure où les litiges au sein de l'économie rurale, litiges qui mettent en compétition les acteurs cherchant à utiliser les mêmes terres ou les litiges entre agriculteurs et éleveurs, sont capables de produire des tensions au niveau international (sans parler des disputes locales et du potentiel de violence), il est clair qu'il faut aider les associations de ce type dans leurs travaux de consolidation de la paix et développement.

La question de crime et violence associée à la prolifération des armes légères en Afrique de l'ouest constitue une autre occasion de coopération entre les OSC régionales de l'Afrique de l'ouest. Il y a au moins une, parmi les OSC interviewées, qui est devenue active dans l'application du *Moratoire sur les Armes Légères* (il s'agit de l'*African Center for Human Security*) La question-clé que se posent ces OSC est de savoir comment elles vont pouvoir greffer leurs efforts à ECOWATCH, le mécanisme de suivi et d'alerte rapide de la CEDEAO, sur les observatoires de zones du Mécanisme de Prévention des Conflits de la CEDEAO, et sur le PCASED, qui est sponsorisé par les Nations Unies. Il leur faudra également trouver le moyen de joindre leurs efforts à ceux des Commissions Nationales sur le Moratoire sur les Armes Légères. Malheureusement, ceci ne semble pas encore s'être fait. En effet, les mécanismes de la CEDEAO commencent à peine à fonctionner. Le potentiel existe néanmoins d'impliquer les OSC dans ces questions de sécurité en attendant que le mécanisme de la CEDEAO et de PCASED se développe. Reste encore à savoir si les Etats des pays d'Afrique de l'ouest seront prêts à accueillir la participation d'associations extraites d'une société civile vraiment autonome dans un domaine traditionnellement considéré comme étant la prérogative de gouvernement central national.

---

## ANNEXES

---

**Annexe 1 West Africa Regional CSO Assessment Study: CSO  
Capacity Building Assessment Tool: Questionnaire and  
Guide**

---

[see separate file.]

## **Annexe 2 Consolidated Country Tables for Mali and Côte d'Ivoire**

**CONSOLIDATED CSO CAPACITY BUILDING ASSESSMENT QUESTIONNAIRE: MALI**

CSO Name	CSO Type			Enabling Environment		Internal Democratic Governance								Sound and Effective Internal Management										Civic Action							
																								Advocacy				Conflict			
	P	I	T	Policy	Instit'l	1	2	3	4	5	6	7	8	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	1	2	3	4	1	2	3	4
ADG		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
J.SAHEL		Y		F		Y	Y	N	Y	Y	Y	-	Y	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
INAGEF			Y	F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	-	Y	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
CAFO		Y		F		Y	Y	Y	N	N	N	Y	Y	N	Y	Y	N	N	Y	N	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
S.GUMO		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
FEMME PAIX		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	N	N	N	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	-
MVT FEMME		Y		F		Y	Y	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	N	N	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
AMDH		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
ASERNI		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y						Y	Y			Y	Y	Y		Y	Y	Y		
GDRN5			Y	F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
AEDEM		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
PECHEURS	Y			F		Y	Y	-	Y	N	N	Y	N	Y	N	N	N	Y	N	Y	N	Y		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
PAYSAN		Y		F		Y	N	Y	Y	-	-			-	-		Y	Y	-	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
AADeC		Y		F/U		Y	Y	Y	Y	-	Y	Y		Y	-	Y	-	Y	Y	Y	-	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	-	Y
COBAS	Y			F/U		Y	Y	Y	Y	-	-	Y	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y		Y	Y	Y	Y			Y	Y
ADOC		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	-	Y	Y	Y	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
AMAPROS		Y		F		Y	Y	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
GRAD		Y		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
ADAC		Y		F/U		Y	Y	Y	-	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
UNCTRM		Y		F/U		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	-	Y	Y	Y	-	-	Y	Y	-		-	Y	Y	-
<b>Totals</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>20</b>		<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>								
		<b>6</b>				<b>0</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	

CONSOLIDATED CSO CAPACITY BUILDING ASSESSMENT QUESTIONNAIRE: CÔTE D'IVOIRE																																					
CSO Name	CSO Type			Enabling Environment		Internal Democratic Governance									Sound and Effective Internal Management										Civic Action												
	P	I	T	Pol	Inst	1	2	3	4	5	6	7	8	9	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Advocacy				Conflict								
																									1	2	3	4	1	2	3	4					
Amnesty Intl			x	F	U	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	N	Y			
CoopEACy	x			U	U	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	N	Y	N	N	N	N	N	N	N	N	N	Y	Y	N	Y	N	Y		
Cheférie Trad	x			F	U	Y	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N		
DOZO (hunters)	x					Y	N	N	Y	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	Y	N	N	N		
FOFCI (women)			x	F		Y	Y	Y	N	Y	Y	N	Y	Y	N	Y	N	N	Y	N	Y	N	Y	N	Y	N	Y	N	Y	N	N	Y	Y	N	N	Y	
GERDDES			x	F		Y	Y	Y	N	N	Y	N	Y	Y	N	N	Y	Y	N	Y	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	
MIDH (Hrights)			x	F		Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	N	N	N	N	
Notre Nation		x		F		Y	Y	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	N	Y	N	N	N	Y	N	N	Y	N	Y	N	Y	Y	Y	N	Y	N	N	N	N	N	
OLPED(press)			x			Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	N	Y	N	N	Y	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	
OIMPJ (judges)			x			Y	N	Y	N	N	Y	Y	N	N	Y	N	N	N	N	Y	N	N	Y	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
ACHS			x	F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	N
CUA		x		F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	Y	N	Y	N	Y	Y	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	Y	N	Y	N	Y
LIDH (HR)			x			Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	Y	Y	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
AID-CI			x	F		Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	Y	N	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	N	N	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y
SYNARES			x	F		Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	N	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
Total	3	2	10	11		15	12	12	10	8	12	9	10	7	8	8	9	6	6	12	6	2	12	8	2	8	0	7	1	8	1	1	4	9	9	9	

Y= YES, N=No, NA= Not Applicable.

## **Annexe 3 Groups Contacted**

---

## Côte d'Ivoire

Name of Association	Person Interviewed	Contact Information
Association International pour la Démocratie - Section Côte d'Ivoire (AID-CI)	Raphael Ouattara; Mlle Bakayokol	B.P. 675 Abidjan 22, CI ; Tel : 225-22488509, 05 92 19 41; cell: 07084459
Amnesty International (AI)	Mr. Zoukou	Tel : 05 89 85 89
Action des Chrétienne pour l'Abolition de la Torture (ACAT)	Mr. Séké	Tel : 05 92 29 40
AFRICARE	Mr. Al-Hassana	07 88 39 04; 22 41 13 18
African Center for Human Security (ACHS)	Mr. Thomas Kignelman	Tel: 22 52 50 49; 22 52 50 49
Association des Amis des Enfants de CI (AAECI)	Mme Navigué	Tel : 22 43 32 17
Collectif des ONG Actives de CI (CONGACI)	Mr. Gnonté Hilaire	Tel :07 81 54 27
Comité de médiation	Mr. Ouraga	Tel : 05 09 94 37
Coopérative des Exploitants Agricoles Caha Ygnion (CEACY)	Mr. Coulibaly	Tel: 05 70 32 73
Croix Verte de CI	Mr Bertin	Tel : 05 99 68 20
Côte d'Ivoire 60 Ethnies	Mr. Yao	
Club de l'Union Africaine-Section CI		Tel : 07 82 62 75
Associations des Chasseurs Traditionals (Dozos)		Tel : 07 63 55 97
Eglise Harriste	Pasteur Tchotche	Tel : 07 08 14 05
Eglise Méthodiste	Pasteur Abraham	Tel : 07 04 06 58
Fédération des Organisations Féminines de Côte d'Ivoire (FOFCI)	Mme Jouhair	Tel : 07 06 24 11 ; 05 87 75 44 ; 22 47 06 75
Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social en Côte d'Ivoire (GERDDES-CI)	Mme Kapet	Tel : 22 44 63 05
La Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDH)	Mr. Adjoumani	Tel : 22 47 06 75
Notre Nation		Tel : 07 82 62 75
Observatoire de l'Indépendance de la Magistrature (OIMPJ)	Mr. Lago	Tel : 07 06 74 15
Réseau Ivoirien des Organisations Féminines (RIOF)	Mme Gougoua	Tel : 07 02 25 70
SAVE THE CHILDREN	Mr. Andy Brooks	Tel: 07 83 32 23
SOCODEVI	Mr. Mario 05 74 22 96	Tel :05 74 22 96
SYNARES--Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur	Mr. Messou	Tel : 07 97 78 72
Vision et Action des Femmes Africaines contre les Guerres (VAFAG)	Mme Dondy	Tel : 05 95 63 91
Winrock	Mme Assémian	Tel : 22 41 89 34
United States of American, Embassy	Mr. Dan Fulweiler	Tel : 20 21 09 79 ext 6570

## Mali

Name of Association	Person Interviewed	Contact Information
Programme de coordination et d'assistance pour la sécurité et le développement (PCASED)	Abubacar Multi-Kamara  Ben Aya Dioubate	BP E 4236 Bamako Tel (223) 22 37 48/49 Fax (223) 2307 70 KOULOUBA Email: PECASED@spider.toolnet.org
Commission Nationale des armes légères	Sirako Sangaré Bougary Diallo	Tél 223-232388 Email: PCASED@yahoo.com
Mouvement national des femmes pour la sauvegarde de la Paix et de la culture nationale (MNFPU)	Mariam Djibrila Maiga	BP 1576 Bamako Tel 223- 22.33.20 Fax 223- 224244 Email:mdm7@datatech.toolnet.org  (ligne téléphonique en transfert. Contact direction nationale de la Santé)
Plate forme Paysanne	Souleimane Massamakan Keita Diallo Mariam Sissoko	A identifier
Institut africain de gestion et de formation (INAGEF)		20.60.82 Sogoniko
Association conseil pour le développement (ACOD)	Elize Sidibé Fadiala Kamissako	BP E 1864, Marché 1 de lafiabougou Tel 223- 20 30 77 Email :acod@hotmail.com
CARE- Mali	Joe Kesselex BP 1766	Korofina Nord ;rue 110 P 368 Tel 223- 242262/249137/249361 Fax 223 – 577 1205 Email :info@care.malinet.ml
Association Subaahi Gumo (ASG)	Mahamane Boury	BP 3132 Tel 223- 221439 Badalabougou sema exco
Coordination des cooperatives et associations de sio		<b>soufroulaye</b>
ADEPA		yonfolila
Jam Sahel	Aly Dama	Bamako – Badala Sema 1 Tel 223 – 22 35 86
CERDEPE	Mamadou Traore	ACI 2000 2939 75
Réseau d'action nationale contre la prolifération des armes légères (RANCPAL - Mali)	Traore idrissa	Croix rouge Malienne 21 64 14
Association malienne pour l'environnement et la jeunesse	Moussa Sissoko	BP 9003 Zone industrielle, rue 938 porte 409 Tel 223 21 1906 Fax 223- 21 76 35  Siège djelibougou 242201
Œuvre Malienne d'aide à la femme et à l'enfant au Sahel (OMAES)	Siaka Coulibaly	BP 2692 Torokorobougou, Bamako Tel 23 67 23 ( pas bon)
Eveil		Mopti

Name of Association	Person Interviewed	Contact Information
Stop Sahel (association malienne pour la protection de l'environnement)	Daba Coulybaly Jean Kmaissoko	Badalabougou, rue 132 porte 751 ; Bamako  Tel 223 33 80 Email : stopsahel@ datatech.toolnet.org
OXFAM		
Association Subaahi Gumo (ASG)		221439
CCAONG	Mamadou sekou Toure	
CCOONG	Madi Moussa Konaté	ACI
GRAD	Goussou Mariko Idrissa Maiga	BP 5075 Niarela, Bamako Tel 223 218873 Email : grad.mali@malinet.ml
Sahel étude action développement (SEAD)		
Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD)	Moise Kamayé	BP 1969, Quinzanbougou, Bamako
Association de'études et de mise en valeur des ressources naturelles et des institutions (ASERNI)	Robert Dembele	ACI 2000

## **Annexe 4 Études de cas Côte d'Ivoire et Mali**

---

## CÔTE D'IVOIRE

### CII. CONFLIT FONCIER DANS L'OUEST DE LA CÔTE D'IVOIRE: LE RÔLE DU AID-CI

La Côte d'Ivoire est confrontée à un problème foncier complexe qui a une envergure à la fois locale, nationale et transfrontalière.

Au lendemain de l'indépendance, elle a opté pour l'agriculture comme moteur de son développement: l'accent a été mis sur les cultures du café et du cacao. Les régions de la Vallée du Bandaman et du N'zi Comoé se sont avérées les plus productives: l'Etat a développé les infrastructures routières dans ces régions pour faciliter l'acheminement des produits vers le port d'Abidjan. Mais les terres ont été surexploitées et sont devenues improductives, au bout d'une décennie. Le pouvoir a favorisé l'émigration vers le Sud-Ouest et l'Ouest où les forêts étaient encore vierges et peu exploitées. Les nouveaux arrivants Akan ont acquis à vil prix de grandes surfaces cultivables, aidées en cela par le slogan que " la terre appartient à celui qui la met en valeur."

La prospérité ivoirienne a attiré dans les plantations les populations des pays voisins (Burkina et Mali) Et quelquefois, cette main d'œuvre bon marché recevait des lopins de forêt en guise de salaire, après plusieurs mois, voire plusieurs années, de durs et loyaux services.

A partir des années 80, avec la récession économique, l'Etat ne put plus engager les diplômés et les jeunes sortant de l'école. Un nouveau slogan apparut: « la terre ne trahit jamais, il faut retourner à la terre ».

Les descendants de ceux qui avaient vendu les terres les réclamèrent en évoquant le droit coutumier qui dit que " la terre appartient à la communauté " et ne peut donc être un objet de vente. Les acquéreurs leur opposèrent les titres fonciers qui, conformément au droit moderne, font d'eux les propriétaires des terres; les non nationaux, quant à eux, évoquèrent le troc qui a valeur de contrat au regard du droit coutumier et ils évoquèrent même les conditions dans lesquelles les transactions avaient été faites.

En 1995, sous le prétexte des élections générales, le conflit connut un épisode sanglant avec mort d'hommes et déplacement de population. Les autochtones chassèrent les allogènes.

Aujourd'hui, les populations déplacées sont retournées pour la plupart sur les terres qu'elles cultivaient et, entre temps, les législateurs cherchent une solution idoine.

La section ivoirienne de l'Association Internationale pour la Démocratie (AID) a joué un rôle de facilitateur dans la gestion de ce conflit. La méthodologie a consisté à réunir les chefs des communautés en conflit dans le cadre d'un séminaire, en août 1999: de petits groupes « mixtes » se sont constitués avec des représentants de chaque communauté. Pendant une première phase, les participants sont invités à résoudre ensemble, un conflit fictif. Dans une deuxième phase, ils doivent se pencher sur le conflit qui les concerne, en essayant d'appliquer les façons de faire adoptées lors du précédent conflit. Les différents petits groupes travaillant en parallèle, une mise en commun est faite en plénière pour, ensemble, faire l'évaluation (restitution) et tirer les leçons.



L'objectif du séminaire était non pas de résoudre le conflit mais plutôt de sensibiliser les concernés sur leurs capacités à gérer pacifiquement dans la recherche de l'intérêt de tous et du bénéfice commun.

Les participants ont particulièrement apprécié le fait qu'ils aient pu s'asseoir côte à côte, se parler, et échanger des points de vue: en soi cela était déjà d'après eux un succès pour le séminaire !

## **CIA. GESTION INTER-ETATIQUE DES RESSOURCES NATURELLES -LE DROIT COUTUMIER ET LE DROIT MODERNE**

### **Historique du conflit**

La divergence de vue entre les parties en présence est telle que le conflit a dégénéré en conflit ouvert et violent, entraînant morts de personnes et mouvement migratoire des personnes à l'intérieur et à l'extérieur de la Côte d'Ivoire vers les pays voisins du Burkina Faso et du Mali.

La crise foncière a commencé à faire surface au début des années 80. En effet, avec la récession économique (la chute des prix du cacao et du café), et les différents Programmes d'Ajustement Structurel, l'Etat ivoirien ne pouvait plus engager les cadres sortis de l'Université et les a vivement encouragés à retourner à la terre. Mais lorsque ces cadres retournent à la terre, cette terre est déjà occupée par d'autres personnes qui s'en réclament propriétaires.

Le conflit autour de la question foncière touche la partie Ouest et Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Il oppose principalement les allogènes aux autochtones. Les allogènes sont de deux types: (i) les Ivoiriens qui viennent, soit de l'ancienne zone de café et de cacao, dans le Sud de la Côte d'Ivoire (Vallée du Bandama, du N'zi et Comoé), soit du nord de la Côte d'Ivoire (de la zone des grandes savanes) et (ii) les étrangers qui viennent des pays limitrophes, notamment du Burkina Faso et du Mali.

Pour essayer de résoudre ce conflit, et à cause de leur nature, le gouvernement ivoirien, l'Assemblée Nationale ivoirienne, et les gouvernements burkinabé et malien ainsi que des organisations de la société civile ivoirienne (telles que AID-CI) interviennent chacun dans leur domaine de compétence et d'obligation.

Cependant, la question foncière est en cours de résolution. En effet, au niveau de la Côte d'Ivoire, plusieurs mesures sont en train d'être prises. Parmi elles on peut citer la nouvelle loi foncière soumise aux votes de l'Assemblée Nationale; au niveau de la Côte d'Ivoire et de la sous-région, des discussions pour aboutir à des mesures d'indemnisation et autres types de mesures en faveur des allogènes sont à l'étude.

### **Le rôle de AID-CI dans la résolution et/ou la prévention de ce conflit**

L'Association Internationale pour la Démocratie section de Côte d'Ivoire, AID-CI, est une ONG spécialisée dans la défense, la protection et la promotion de la démocratie et des personnes et elle est membre de l'Association Internationale pour la Démocratie en Afrique. Elle a environ

huit sous-sections/branches en Côte d'Ivoire qui privilégient le travail en réseau et adopte une approche participative à la résolution et à la prévention des conflits.

L'AID-CI s'est sentie interpellée par la situation qui prévalait dans le Sud Ouest et l'Ouest de la Côte d'Ivoire et elle est intervenue après le conflit ouvert pour le rétablissement de la cohésion sociale et le retour à une vie communautaire normale.

L'approche utilisée par AID-CI pour la sensibilisation des acteurs dans les conflits (ou des groupes cibles de AID-CI) est la présentation de cas fictifs étudiés et discutés en atelier de travail (en sous-groupe) et rapporté en plénière. Les cas fictifs sont utilisés à deux fins: (i) pour amener les participants à développer des compétences en matière d'identification et d'analyse de situations conflictuelles et de négociation en vue de la résolution du conflit; (ii) amener progressivement les participants à discuter de façon rationnelle, en utilisant les compétences acquises, des conflits qui les touchent directement.

L'AID-CI dispose de compétences internes dans la conception et la conduite d'ateliers de formation dans la prévention et la négociation des conflits. Son caractère neutre et non partisan doublé de sa compétence et de son professionnalisme, lui assurent un capital confiance de la part des populations et des services administratifs.

L'AID-CI a cependant besoin d'un soutien en matière de renforcement organisationnel et institutionnel. Elle ne dispose ni de secrétariat permanent, ni d'un système de gestion interne ou de plan stratégique.

En conclusion, l'approche participative de AID-CI, qui cible directement la population à la base afin de la doter des outils d'analyse et de négociation est une approche qui tient compte des effets subis par les premières victimes des conflits en valorisant leur rôle dans la prévention et la résolution des conflits.

## **CI2. LE CONFLIT POLITIQUE DE 1995 -2001**

Après la mort du père fondateur, la Côte d'Ivoire devait régler la difficile question de la succession. En effet, conformément à la constitution de l'époque, le président de l'Assemblée Nationale devait terminer le mandat du président défunt, et il restait encore deux années pour les prochaines consultations. De nombreuses retouches ont été faites par le Dauphin constitutionnel pour assurer une transition en douceur. Ces retouches renforçaient le pouvoir du Président de la République et ne garantissaient pas la transparence des opérations électorales. Cela n'était pas du goût des adversaires politiques du PDCI-RDA, parti au pouvoir. L'opposition, réunie au sein du Front Républicain, était décidée à tout mettre en œuvre pour que les élections générales de 1995 soient transparentes et équitables, ce que ne garantissaient pas les textes en vigueur. Certaines organisations de la société civile se sont mobilisées pour soutenir la lutte pour une démocratie par des élections justes et crédibles.

En dépit de multiples manifestations de rue et d'actions pour sensibiliser, le FR se heurtait à l'intransigeance du PDCI au pouvoir. Le conflit éclata à la veille de l'élection du Président de la République, en 1995: le FR considérant que les dés étaient pipés, refusait de cautionner les



élections tant que les règles de transparence, d'équité et de justice n'étaient pas respectées. L'on allait à une situation de blocage.

Devant ce péril, le Groupe d'Etudes et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et Social en Côte d'Ivoire (GERDDES-CI), décida, en coordination avec l'AID-CI, de constituer un Collectif de la Société Civile pour faire la médiation. Le critère pour faire partie de ce collectif était la neutralité.

Ainsi, plusieurs ONG de droit de l'homme et de promotion de la Démocratie ont été cooptées avec les leaders des principaux cultes en Côte d'Ivoire. Mais sitôt les négociations commencées des syndicats sont venus se joindre au Collectif, tachant ainsi l'image neutre de la coalition; qui plus est, il faut noter que quelques années plus tôt, ce sont les syndicats qui avaient obligé le parti à appliquer le multipartisme prévu par la Constitution. Le leadership même du GERDDES fut contesté à ce moment là, et ce sont les syndicats qui ont pris les devants.

Les négociations échouèrent et le Front Republicain demanda à ses militants de ne pas aller aux urnes et d'empêcher les autres de voter: ce fut un boycott réprimé dans le sang.

Ainsi, la question de mise en place d'un code électoral consensuel garantissant des élections libres et transparentes n'a pas pu être réglée. Le coup d'Etat est survenu le 24 décembre 1999. Les Ivoiriens se sont mis à élaborer un nouveau code électoral et une nouvelle Constitution: une fois de plus, une partie de la classe politique a estimé que les conditions d'une compétition loyale et démocratique n'étaient pas réunies. La crise socio-politique actuelle apparaît bien comme une résurgence de 1995. On retrouve les mêmes acteurs qu'en 1995 mais dans des rôles différents ! Elle est aggravée par les revendications identitaires des partisans de M. Alassane Ouattara, partisans qui sont du nord pour la plupart, dont la candidature à l'élection présidentielle et aux législatives avait été rejetée pour motif qu'il n'était pas ivoirien d'origine. M. Ouattara est originaire du nord.

La principale leçon des événements de 1995 est que les partis politiques ont besoin de se rencontrer plus souvent et en dehors des périodes électorales, faute de quoi des suspicions apparaissent et rendent le climat politique malsain. En outre, certaines organisations de la société civile sont typées et toute coalition avec elles peut réduire voire annihiler les efforts de prévention d'un conflit politique.

Le GERDDES-CI, fort de cette expérience, a facilité la création du Forum des Confessions religieuses, en 1997 et, en 1998, du Forum des partis politiques, deux cadres de concertation et de réflexion.

L'AID-CI a entrepris, depuis 1997 un programme de formation à la négociation à l'intention des organisations de la société civile et des acteurs politiques

Depuis les événements de 1995, la cohésion sociale a été mise à mal. Les élections générales de 2000 ont aggravé la fracture sociale avec la question de l'identité et /ou de la nationalité de Mr OUATTARA et de ceux qui portent des patronymes à consonance nordique.



Devant la grandeur du péril, le Président de la République issu des dernières consultations, a décidé qu'un *forum pour la réconciliation nationale* serait organisé, le 9 octobre 2001. Certes, la société civile est représentée au plus haut niveau dans l'organisation de ce forum, mais il reste à savoir quel rôle elle est en mesure de jouer tant elle a compromis sa neutralité.

### **CI3. LE CONFLIT SOCIAL CRÉÉ PAR LE PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS) DU FMI (1989)**

La grave récession économique des années 80 est suivie, dans les pays en voie de développement, par des mesures de réduction strictes des dépenses publiques. L'une des mesures les plus appliquées est la diminution des salaires des fonctionnaires. En Côte d'Ivoire, après plusieurs tergiversations, le Président de la République s'est décidé à annoncer aux ivoiriens que, dans le cadre du PAS, les salaires des agents de l'Etat seraient diminués. Or depuis déjà quelques années, à cause de la chute des cours des matières premières, le pouvoir d'achat de l'Ivoirien avait notoirement baissé; les salaires étaient bloqués depuis 10 ans environ tandis que l'inflation galopait. Le cas de la Côte d'Ivoire était d'autant plus grave que pendant les années fastes, les gouvernants s'étaient illustrés par une gabegie sans pareille.

Alors que toutes les autres catégories de travailleurs se sont résignées devant la détermination du gouvernement à appliquer les mesures annoncées, le Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (SYNARES) a décidé que ses militants ne payeraient pas les frais de la mauvaise gestion des dirigeants du pays, de faire échec à cette mesure injuste et antisociale, et ses membres ont ainsi décidé de rallier tous les autres syndicats indépendants pour former le *Front du refus*.

La coalition des syndicats autonomes ainsi formée par le SYNARES a engagé un bras de fer avec le gouvernement. Le climat social était insurrectionnel ! Le pouvoir joua la carte de la fermeté et de l'intimidation avant de négocier. Le SYNARES fit des études contradictoires et des propositions pour juguler la crise. Des mouvements de rue furent organisés, les dirigeants du SYNARES arrêtés et jetés en prison, le syndicat déclaré dissout en violation de la loi (I-environnement juridique et politique) La lutte devint clandestine mais le Front social tint bon. Un comité de médiation fut formé pour négocier, dans l'ombre.

Mais au moment où le Pouvoir consentit à envisager d'autres alternatives à la réduction des salaires, le SYNARES décida de s'en prendre à la racine même du mal: il exigea l'ouverture démocratique. Le multipartisme devint, pour le front du refus, la condition préalable à toute solution en vue de sortir de la crise ! Le Pouvoir en fut abasourdi. Il accentua la répression et suspendit les salaires des militants du SYNARES. Le syndicat fit appel à la solidarité des populations pour la survie de ceux dont les salaires avaient été coupés. Un magasin fut ouvert où les militants purent se ravitailler au prix de gros.

La pression était tellement forte que le pouvoir fut obligé de reprendre les discussions qui avaient été rompues dès lors que la revendication était devenue politique. Le pouvoir, débordé, céda sur le préalable dans l'espoir qu'en échange, les travailleurs, sous la coordination du SYNARES, consentiraient à accepter la réduction des salaires requise par les institutions de Bretton Woods.

Et c'est à ce moment qu'apparut sur l'échiquier politique ivoirien M. Allassane Dramane Ouattara qui reçut pour mission de trouver une solution pour sortir le pays de cette situation. En fin de compte, le multipartisme fut autorisé et Mr. Ouattara réussit à éviter la réduction des salaires !

Le SYNARES est sorti auréolé de cette crise qui aura été un tournant décisif de l'histoire moderne de la Côte d'Ivoire. Au lendemain de la crise politique, il était admiré par les populations et respecté par le pouvoir en place. Il constituait la seule force vive crédible et légitime du pays.

Mais la liberté d'opinion politique étant recouvrée, le SYNARES ne comprit pas qu'il devait se mettre en retrait des jeux politiques, d'autant plus que ce sont ses militants qui créent les nouveaux partis politiques. Un autre syndicat de l'enseignement supérieur s'est créé et le rôle de locomotive du SYNARES a été de plus en plus contesté.

Aujourd'hui, le SYNARES continue de faire des analyses, mais son impact est très amoindri, compte tenu de ce que le syndicat ne fait plus l'unanimité. Il reste cependant une organisation solide qui a fait ses preuves et qui jouit d'un certain prestige puisque les autorités politiques actuelles sont issues de ses rangs.

#### **CI4. LA CHEFFERIE ET LES CONFLITS BOUVIERS-CULTIVATEURS**

La région du nord de la Côte d'Ivoire est une région de savanes et fait frontière avec le Burkina et le Mali. Chaque année, pendant la saison sèche, des conflits sont signalés entre les bouviers et les cultivateurs et parfois il y a destruction de villages et mort d'homme.

##### **Genèse du conflit**

Les populations des savanes de Côte d'Ivoire sont essentiellement des cultivateurs. Les populations des régions maliennes et burkinabé frontalières sont des éleveurs. Pendant la saison sèche, les bouviers traversent la frontière avec leurs troupeaux à la recherche d'une végétation plus dense pour leur permettre d'engraisser leur bétail et donc de faire une meilleure vente sur le marché ivoirien. Pendant cette transhumance, il est fréquent que les troupeaux traversent des champs, causant ainsi des préjudices importants. Naturellement le propriétaire du champ demande réparation.

##### **Gestion du conflit par l'administration**

Lorsque les parties en conflit trouvaient un accord, le cultivateur était dédommagé et le bouvier n'était plus inquiété. Mais il arrivait que l'accord ne fût possible. L'affaire était alors portée devant le sous-préfet qui faisait intervenir la gendarmerie pour évaluer les dégâts et arbitrer. Malheureusement, souvent, avant que la procédure n'aboutisse, le bouvier partait pour d'autres lieux plus verdoyants et moins hostiles, et le cultivateur couvait sa frustration. Mais comme si les bouviers s'étaient passé le mot, chaque fois qu'un conflit éclatait, il n'était plus possible d'aboutir à un accord direct: il fallait toujours recourir à l'administration, et le bouvier avait toujours le temps de ne plus être là au moment de payer !

Cette situation fit que les autochtones décidèrent de se faire désormais justice eux-mêmes, convaincus de la mauvaise foi de leurs interlocuteurs: d'où les violences signalées plus haut !

### **Gestion du conflit par les chefs traditionnels**

Les chefs traditionnels se sont sentis interpellés par cette situation et ont décidé de revendiquer le rôle qui leur revient.

Ils ont fait un plaidoyer auprès de l'administration, aidés en cela par AID, pour qu'elle compose avec eux car il n'est pas normal que les protagonistes dans un conflit saute l'échelon que constitue la chefferie, pour aller à la sous-préfecture.

L'étape suivante a consisté à demander aux cultivateurs de ne pas cultiver aux abords des endroits où le bétail pouvait s'abreuver. Ensuite ils ont demandé que des couloirs de passage soient aménagés pour les transhumants. Enfin des enclos communautaires ont été construits dans les villages, de sorte que lorsque l'on est obligé de recourir à un arbitrage dans un conflit, le troupeau est gardé dans l'enclos communautaire, sous la surveillance des chasseurs traditionnels (*dozos*) Lorsque les négociations directes n'aboutissent pas, l'affaire est portée devant le chef de village qui arbitre selon la sagesse et les valeurs traditionnelles.

Depuis que cette mesure conservatoire a été adoptée, très peu de conflits sont arrivés au niveau de la gendarmerie.

Nous avons là un exemple de contribution majeure de la chefferie traditionnelle dans un conflit transfrontalier. Elle a mis à contribution des ressources du terroir et a trouvé des solutions originales qui ont permis, jusque là, de gérer pacifiquement le conflit !

## **MALI**

### **M1. Le Seuil de Talo**

The "Seuil de Talo" est le nom de la région du delta près de Bla, dans la Région de Ségou, au Mali, et qui se trouve en aval d'un barrage d'irrigation qui a été proposé. Cet aménagement a été envisagé depuis 1987 avec les premières études de faisabilité. D'autres études complémentaires ont été faites en 1997 avec une étude d'impact en 1995. Le gouvernement malien a obtenu un engagement financier de la BAD pour la réalisation du projet. Djéné, qui se trouve à 140 km en aval du barrage proposé pratique depuis des siècles la riziculture (Plaine de Pondéri), la pêche, et l'élevage (transhumance) Les populations de Djené estiment donc que cet aménagement va les pénaliser car la baisse du niveau d'eau va entraîner une baisse de la productivité. En dépit de la réticence des communautés locales, gouvernement a donné son accord pour l'exécution du projet, ce qui a créé un conflit. Ce conflit est régional, mais également national dans la mesure où le gouvernement a donné son accord pour la réalisation du projet.

Il faut noter que ce sont les pêcheurs *Bozo* qui ont déclenché un travail de sensibilisation sur les inconvénients potentiels du projet Seuil de Talo. Ces pêcheurs ont constaté que leurs activités



étaient affectées par une baisse de la crue accentuée en partie par la sécheresse. Ils considèrent que le projet Seuil de Talo, une fois réalisé, aggravera cette situation car, pénalisés au niveau de leurs activités, la nouvelle situation les mettra en conflit avec les agriculteurs et les éleveurs. Selon eux, le Seuil aura également des effets négatifs sur les activités agricoles et l'élevage. Les *bozo* ont étendu leur sensibilisation en impliquant les éleveurs, les agriculteurs, les élus, et différents acteurs jusqu'au niveau international. En effet, des concertations avec le gouvernement ont eu lieu, bien que celles-ci n'aient pas abouti à une solution. Entre temps, la BAD a ralenti les décaissements pour la phase d'implantation en attendant la clarification de la situation. Le dossier a été mis en attente.

Aujourd'hui, il existe à Djéné une association dite « *association pour la survie du delta* » qui regroupe d'autres associations et regroupements et qui met en exergue les points négatifs, à savoir:

- le projet a été planifié dans une démarche *non participative*, ce qui va à l'encontre de la *décentralisation*;
- les études sur l'impact du projet n'ont pas pris en compte tous les aspects; elle s'est limitée à une zone allant jusqu'à 30 km en aval du Seuil;
- la rentabilité du projet a été surestimée;
- les activités en aval du barrage vont être pénalisées d'où risque de nombreux conflits;
- la migration va s'accélérer;
- Djéné, considéré comme un patrimoine mondial, est menacé de déclin du fait de la perte de ses activités économiques;
- il a été vérifié qu'il y a un large consensus autour de ce problème à Djéné.

### **L'OSC: son rôle et sa stratégie dans le conflit**

A Djéné, la coopérative des pêcheurs, la coopérative des éleveurs, le réseau d'éducation environnementale, l'association des parents d'élèves, l'Association Djéné Patrimoine, toutes ses organisations et d'autres dans les villages, les ressortissants de Djéné à Bamako, tous se sont regroupés au sein de l'« Association pour la Survie du Delta », créée en juin 2001, et dont la législation est en cours. Cette association ambitionne de s'étendre jusqu'à Mopti. Pour plus de fiabilité des informations et la confirmation du sentiment général, le Maire de Djéné et son adjoint, le Vice-Président de la coopérative des éleveurs, l'animateur de l'Association pour la Survie du Delta, CARE, un chercheur américain et même des jeunes pris au hasard ont été interviewés.

*Toutes les coopératives et associations ont bénéficié du soutien de INAGEF, d'OMAES, et de CARE dans les domaines de la bonne gouvernance et des actions à mener (CARE, qui est installé à Djéné, fait un travail remarquable au niveau de la mise en œuvre des projets petits barrages, formations...)*

Toutes les entités ont bénéficié d'appuis et de soutien dans le cadre de la stratégie actuelle de l'organisation de cette association, non seulement pour la survie du Delta, mais aussi faire plus fortement pression sur le gouvernement concernant la question du Seuil de Talo; enfin, l'association cherche à parvenir à une vision globale de développement du delta du Niger.

## Analyse et leçons

Si le Seuil de Talo, en Conseil de Ministres, a fait l'objet d'une approbation formelle par le gouvernement du Mali, il n'en est pas moins vrai que le dossier est bloqué car il rencontre une vive opposition de la population de Djéné. Du reste, la BAD, qui finance le dossier, a freiné sa participation.

Néanmoins, des tractations sont en cours:

- mission technique du Ministère pour revitaliser le Seuil de Djéné;
- mission attendue de la BAD;
- Que faut-il retenir ?
- un manque de communication et de dialogue social et politique entre le Gouvernement et les populations de Djéné;
- un manque de dialogue entre les populations de Djéné et celles bénéficiaires directes du projet (cercle de Bla et environ), sauf par l'intermédiaire de leurs députés lors du débat à l'Assemblée Nationale sur cette question;
- une insuffisance de la participation des populations au processus de planification.
- le défaut d'information et de sensibilisation, ce qui est préoccupant dans le contexte de la politique actuelle de décentralisation;
- certains aspects techniques du projet sont fortement contestés, en particulier l'évaluation d'impact du projet. Il semble également que le dialogue politique et social ait fait défaut, et les populations font observer que le passage du Ministre du Développement Rural à Djéné a été mal vécu car cette autorité a demandé aux populations, soit de changer leur production en cultivant de d'oseille (qui fait l'objet d'une forte demande de la part du Sénégal), soit d'aller à Bla coloniser de nouvelles terres. Ce discours a été mal pris par les populations;
- le gouvernement, qui se préoccupe du développement de l'ensemble du pays, a une vision bien particulière d'aménagement du territoire;
- les populations sont parfaitement conscientes des conflits prévisibles et font un parallèle avec d'autres situations analogues ( transhumants du Burkina et de la Mauritanie; migration des *Bozo* en Côte d'Ivoire et problème de coexistence).

De plus,

- les populations ont des capacités réelles pour s'organiser et pour défendre leurs visions du développement de leur région;

- la décentralisation est en marche au Mali et il convient non seulement de faire participer les populations aux choix de développement, mais aussi d'être attentifs aux solutions techniques proposées;
- le manque de dialogues peut conduire à des blocages préjudiciables;
- toutes les parties sont impliquées dans le dialogue, et dans le processus de négociation et de médiation en vue de gérer une situation donnée.

En conséquence, il serait peut-être envisageable d'élaborer un programme d'action en vue de développer des capacités des différents acteurs en matière de prévention et gestion des conflits dans le cadre de la mise en oeuvre de la décentralisation.

Le Seuil de Talo met en conflit les populations de Djéné et le gouvernement et il est révélateur des pressions et des antagonismes latents surtout sur les RN du Delta du Niger où avec les sécheresses récurrentes, l'agriculture extensive, le rétrécissement des espaces pastoraux, la pauvreté grandissante, la croissance démographique et les facteurs hors frontière en font un enjeu stratégique pour le développement.

Le gouvernement, qui a défini des politiques et des mécanismes macro ( stratégie nationale de l'irrigation, schéma directeur du développement rural; décentralisation...), est sans doute confronté à une situation délicate compte tenu de certaines faiblesses institutionnelles et techniques. La transition actuelle du « *Tout Etat* » vers le « *Mieux d'Etat* » entraîne un flottement dans le fonctionnement des mécanismes, et les différents acteurs ( Etat, collectivités, société civile, ONG, etc.) se situent dans cet environnement en cours d'élaboration. La décentralisation en cours met en exergue de nombreux conflits dès qu'il s'agit de partager les ressources, notamment l'eau. A ce titre, le Seuil de Talo est révélateur de la gestion des ressources partagées, notamment la ressource eau.

Pour prévenir le caractère guerrier de ces conflits dont les prémices existent, il semblerait judicieux de développer les stratégies et mécanismes issus des systèmes coutumiers (médiations, négociations, cadres souples de contacts, conventions locales, utilisations de canaux traditionnels) complétés par une législation appropriée au niveau des statuts des ressources (foncier) et par un appareil judiciaire compétent et équitable.

## **M2. INTERVENTION DE L'ONG AADeC (Association d'Appui à l'Auto Développement Communautaire) DANS LA RESOLUTION DU CONFLIT AUTOUR DE LA SUCCESSION DU CHEF DE QUARTIER**

Le conflit de Sébénikoro, un quartier populaire situé en Commune IV du District de Bamako, est né de la succession de chef de quartier décédé en mettant en cause le fils aîné du défunt d'un côté, et un conseiller, de l'autre, qui tous deux prétendaient à la succession. AADeC, au moment où elle voulait organiser une assemblée générale au niveau du quartier pour identifier les priorités pour son développement, a appris, à sa grande surprise, qu'il n'y avait plus de chef de quartier. AADeC a alors pris contact avec le maire délégué, une femme, qui a déclaré qu'elle était trop jeune pour essayer de trancher ce conflit. Le Maire Principal de la commune IV a alors demandé à AADeC d'utiliser tout son savoir-faire pour résoudre la crise et lui a assuré de tout

son soutien. AADeC a également contacté les deux députés délégués de la Commune IV (dont cette femme) qui ont promis de soutenir toute action que l'ONG allait entreprendre dans le sens de la résolution du conflit.

C'est ainsi que AADeC s'est rendue sur le terrain pour rencontrer séparément les deux protagonistes, leur exposer et expliquer les programmes d'activités à mener pour le développement du quartier, et chacune des parties a reconnu la nécessité de mettre en oeuvre le programme proposé; dans chaque camps, les sages consultés par l'ONG ont donné leur accord pour la tenue de cette Assemblée Générale et ont même contribué à son organisation.

Ainsi l'AG s'est effectivement tenue avec la participation du Maire; à la fin de la réunion, les représentants des deux camps opposés se sont présentés mutuellement des excuses et ont invité conjointement AADeC à poursuivre son programme dans le quartier de Sébénikoro. Depuis, le programme AADeC est en cours d'exécution et toutes les parties y participent pleinement. Pour cette intervention réussie, AADeC a reçu les félicitations du Maire de la Commune IV de Bamako.

### **Rôle et Stratégie de L'ONG AADeC**

AADeC est une ONG intermédiaire malienne créée en septembre 1991. Ses domaines d'activités sont l'éducation, le développement institutionnel, le renforcement organisationnel, et l'alphabétisation.

En réalité AADeC n'a pas de programme spécifique de prévention et de gestion de conflit; néanmoins, contrairement à la plupart des ONG qui font de l'absence de conflit au sein des communautés une conditionnalité de leur intervention, AADeC estime qu'un conflit n'est pas nécessairement un obstacle au développement; ainsi, cette ONG ne fait pas de l'absence de conflit une conditionnalité pour l'intervention dans une zone, comme l'illustre bien le cas de Sébénikoro.

Les actions entreprises par AADeC visaient à faire adhérer l'ensemble du quartier à l'idée d'organiser une Assemblée Générale d'identification des priorités de développement. Pour ce faire, elle a utilisé une approche qui a privilégié la médiation entre les protagonistes dans un premier temps, avant d'organiser la rencontre les deux parties à travers l'Assemblée Générale, dans un deuxième temps.

Ce succès remporté par l'ONG est dû vraisemblablement à sa neutralité dans le conflit qui lui a permis de mettre l'accent sur les programmes de développement qui intéressent le quartier dans son ensemble lors des réunions de concertations. Le soutien apporté par les élus locaux a aussi été déterminant pour ce succès.

Si AADeC a résolu le conflit de la succession du chef de quartier, c'est parce qu'elle a créé les conditions favorables pour amener les protagonistes à collaborer pour le bien-être des habitants du quartier.



### **M3. INTERVENTION DE LA COORDINATION NATIONALE DE LA PLATEFORME DES ORGANISATIONS PAYSANNES DU MALI DANS LA RÉOLUTION DU CONFLIT ENTRE LE SYNDICAT DES PRODUCTEURS DE COTON ET CULTURES VIVRIÈRES (SYCOV) ET LA COMPAGNIE MALIENNE DES TEXTILES (CMDT)**

#### **Historique du conflit**

Ce conflit a démarré en 2000 lors d'une visite sur le terrain du Ministre du Développement Rural à Bougouni, visite au cours de laquelle les représentants syndicaux des producteurs de coton ont présenté deux requêtes: (a) l'augmentation du prix d'achat du coton à 200 francs CFA par kilogramme et (b) le rééchelonnement des paiements des dettes accordées aux producteurs par la CMDT par le biais de la Banque Nationale pour le Développement Agricole (BNDA).

Ces revendications n'ont pas reçu de réponse favorable du Ministre, mais devant l'insistance des producteurs pour une prise en compte de leurs revendications, le Ministre du Développement Rural a déclaré: « *L'agriculture est un business, si on n'y trouve pas son compte on abandonne* ». Cette phrase a été comprise par les producteurs comme une déclaration de guerre et nombreux sont ceux qui ont décidé d'abandonner la culture du coton jusqu'à ce que le gouvernement accepte d'augmenter les prix et de procéder aux aménagements nécessaires pour le remboursement des dettes. Ce boycott de la culture du coton décidé par les producteurs de Bougouni fut rapidement suivi par ceux de Koutiala et ceux des autres localités de la zone cotonnière.

Cet échec dans les discussions avec le Ministre du Développement Rural était dû (pour une partie des producteurs) à l'incompétence de la Direction Nationale de SYCOV. Un comité de crise fut donc mis en place et il reçut mandat de renégocier avec le gouvernement les deux points requêtés sus-mentionnés.

Les négociations furent facilitées par la Chambre d'Agriculture du Mali avec la contribution de la Coordination Nationale de la Plateforme Paysanne en tant que membre. Le gouvernement finit par donner une suite favorable aux deux requêtes:

- Le prix d'achat du coton fut fixé à 200 francs CFA
- Le paiement des dettes fut échelonné.

Finalement, ce conflit fut réglé à la satisfaction des deux parties, mais il restait à régler le conflit entre les deux fractions du SYCOV, à savoir la Direction Nationale et le Comité de Crise, qui ont mené avec succès les négociations avec le gouvernement.

#### **Rôle et stratégie de la Coordination Nationale de la Plateforme Paysanne**

La Plateforme des Organisations Paysannes du Mali a été créée en décembre 1996 et compte plus de 100 coopératives membres. Elle est animée par un organisme de Coordination Nationale de 18 membres à parité entre hommes et femmes. Ses objectifs sont de (1) contribuer à la sécurité alimentaire dans les pays du Sahel; (2) assurer la bonne gestion des ressources naturelles; et (3) contribuer à la mise en oeuvre de l'intégration sous-régionale.



Ses domaines d'interventions sont (1) le renforcement des capacités des organisations membres par la formation et la création de partenariat; (2) la gestion des pépinières, des forêts, et (3) la maîtrise de l'eau.

C'est en qualité de membre de la Chambre d'Agriculture du Mali que la Coordination de la Plateforme Paysanne a été impliquée dans la gestion du conflit CMDT- SYCOV. Son apport fut surtout son expérience dans la gestion des problèmes liés aux projets de développement et les relations interprofessionnelles qu'elle a avec certains des acteurs, notamment au sein de SYCOV. C'est d'ailleurs sur ces relations interprofessionnelles et interpersonnelles que la Plateforme veut baser sa stratégie d'intervention dans la gestion du conflit qui oppose les deux factions de SYCOV.

### **Leçons apprises**

Bien que plusieurs organisations n'aient pas comme objectif la prévention ou la gestion des conflits, et tenant compte du fait que très peu de membres ont reçu des formations dans ce domaine, elles obtiennent cependant des résultats en utilisant des stratégies qui tiennent compte, dans une large mesure, des différents aspects de la culture locale. Il semblerait, en conséquence, très important d'accorder le temps nécessaire à l'identification et au fonctionnement de ces différents mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits, afin de les prendre en compte au moment de la conception des différents modules de formation des OSC en la matière. Parmi les facteurs culturels à prendre en considération, il y aurait les relations entre les individus de la même classe d'âge ou les liens de cousinage intra- et inter-claniques et ethniques.

## **M4. TRAFIC TRANSFRONTALIER DES ENFANTS A SIKASSO (MALI)**

### **Historique du conflit**

Depuis deux ans environ, le trafic<sup>6</sup> transfrontalier des enfants maliens utilisés dans les plantations ivoiriennes comme main d'œuvre à bon marché fait l'objet de conflits entre les gouvernements malien et ivoirien, d'une part, et entre ces deux gouvernements et la Société Civile internationale, d'autre part. Dans un protocole signé entre eux en septembre 2000 sur le rapatriement des enfants objets de trafics, les deux gouvernements se sont accordés à reconnaître que cette pratique viole les droits fondamentaux des enfants et se sont engagés à la combattre par tous les moyens.

Ce conflit, qui en est encore au stade de discussions pacifiques, n'a été perçu comme tel qu'en 2000, lorsque la presse internationale et la Société Civile en ont parlé. Déjà en 1997, lors des sessions de l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) au Mali, les ONG avaient interpellé le gouvernement sur le trafic des enfants à l'intérieur à l'extérieur des frontières.

---

<sup>6</sup> Nous adoptons la définition que donne l'ONG Mali en Jeu du trafic des enfants comme suit: « transfert d'un enfant d'un point A à un point B en présence d'un adulte pour en tirer une valeur marchande ».

Les études menées sur le terrain par trois OSC maliennes ( Mali en Jeu; Aide à l'Enfance Canada et ADAC) sur l'initiative des OSC internationales ont permis d'identifier les acteurs principaux de ce trafic transfrontalier des enfants à savoir (1) des Maliens installés en RCI depuis longtemps et qui sont planteurs; (2) les planteurs ivoiriens; (3) les parents des enfants; (4) les volontaires pour l'exode rural; (5) les maîtres de l'école coranique; (6) les transporteurs et les convoyeurs; et (7) les intermédiaires (outre les passeurs et placeurs).

Plusieurs acteurs interviennent dans la gestion de ce conflit: le gouvernement du Mali, en plus de la signature du protocole passé avec le gouvernement ivoirien, la Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant, et de la Famille de Sikasso collaborent sur place avec les forces de l'ordre et les organismes chargés des routes entre frontières (Police, Douane, Gendarmerie et les responsables du démantèlement de l'administration territoriale) Ils collaborent également avec les ONG Mali en Jeu, Aide à l'Enfance Canada et bientôt ADAC.

En dépit de la signature du protocole du trafic, le gouvernement ivoirien n'a rapatrié aucun enfant malien. Des missions officielles d'étude sur le problème des enfants ont été faites par les autorités. De plus en plus on assiste à un raidissement de l'attitude des autorités frontalières ivoiriennes qui, depuis un certain temps, empêchent les enfants maliens et souvent ivoiriens portant des patronymes Dioula, d'entrer au pays, ce qui dénote une certaine nervosité de la part des autorités ivoiriennes qui, ne pouvant plus nier les faits, tente d'en minimiser l'importance en faisant état d'un nombre relativement bas d'enfants objets de trafic.

### **Rôles et stratégies des OSC dans la résolution du conflit**

Mali en Jeu et l'Aide à l'Enfance Canada (AEC) sont les deux OSC qui interviennent actuellement dans ce trafic transfrontalier d'enfants maliens en Côte d'Ivoire. L'Association pour le Développement et l'Appui aux Communautés (ADAC) les renforcera très prochainement et son plan d'action est en cours d'élaboration. Toutes ces structures sont des ONGs nationales de type intermédiaire dont les activités premières ne sont pas la gestion des conflits. Or les actions menées à Sikasso par AEC et Mali en Jeu sont liées directement au trafic transfrontalier des enfants, et les deux centres ont entre autres pour mission d'accueillir et de remettre les enfants victimes à leurs communautés d'origine.

ADAC, elle, est une ONG Nationale dont le but essentiel est l'amélioration des conditions de vie des communautés et de Sikasso. Elle intervient particulièrement dans les cercles de Kadiolo et de Kolondièba dans le cadre de l'agriculture durable.

Ces ONG ont été impliquées dans la gestion du trafic transfrontalier des enfants sous l'impulsion de leurs partenaires financiers respectifs. Les ONG Internationales (Pain pour le Monde pour ADAC et Terre des Hommes pour Mali en Jeu) ont demandé aux ONG nationales partenaires de mener des études sur le terrain visant à établir la réalité du trafic des enfants. C'est à la suite de ces études que les différents programmes furent lancés. Pour l'heure, l'essentiel des efforts déployés par les OSC Mali en Jeu et Aide à l'Enfance Canada semblent se concentrer sur le repérage, l'accueil, l'orientation des enfants et leur remise à leurs familles. Elles n'ont pas encore mené d'actions importantes dans la prévention de ce trafic.

En revanche, le plan d'action de ADAC (qui n'était pas encore mis en application au moment de l'enquête) cible les principaux acteurs impliqués, et prévoit de mener des actions de

sensibilisation et de mise en cause pour endiguer le mal. ADAC envisage aussi de mettre en place un réseau d'OSC qui inclurait non seulement celles déjà actives dans ce domaine mais aussi celles qui seraient susceptibles de collaborer avec des OSC de la Côte d'Ivoire.

## **Leçons apprises**

Toutes les OSC intervenant dans ce domaine n'ont qu'une année d'expérience, et il serait prétentieux d'en tirer des enseignements fiables. Néanmoins, on pourrait dire qu'il est malaisé pour les ONG nationales d'entreprendre directement des actions en dehors des frontières de leurs pays. La stratégie de travail en réseau sous-régional ou régional semble être la meilleure approche pour résoudre des problèmes transfrontaliers.

## **Deuxième perspective**

Conflit entre les valeurs humanitaires traditionnelles et les exigences économiques modernes, entre les croyances profondément enracinées dans la communauté traditionnelle et celles qui sont issues du modernisme.

## **Historique**

Les différences de perception de la valeur et du rôle des enfants<sup>7</sup> par les sociétés maliennes et africaines majoritairement traditionnelles, et certaines sociétés africaines modernes, seraient à l'origine du problème de leur trafic. Ces différences de perception dues à des cadres de référence différents, a favorisé le développement du phénomène de trafic d'enfants entre le Mali et la Côte d'Ivoire, et a engendré de fait, un conflit de type violent sur les enfants et leurs parents.

Le trafic des enfants est un phénomène qui existe depuis fort longtemps, mais il était pratiqué à une échelle plus petite, « artisanale » pourrait-on dire. De ce fait, le trafic d'enfants n'avait pas fait l'objet d'attention particulière de la part de la communauté internationale et de la société civile. Le trafic ayant pris une dimension « industrielle » pour répondre aux besoins en main d'œuvre dans les plantations ivoiriennes, il est devenu l'objet d'intérêt et d'attention particulière de la part des organisations internationales, de la société civile, et même des gouvernements concernés.

Ce conflit est un conflit transfrontalier qui met en scène plusieurs acteurs:

- les enfants victimes du trafic;
- les parents d'enfants objets de trafic;
- les trafiquants d'enfants: convoyeurs de voitures, chauffeurs transporteurs, marabouts des écoles coraniques (très souvent du même pays d'origine que les enfants victimes);

---

<sup>7</sup> Traditionnellement, l'enfant appartient à la communauté et est soigné et éduqué par elle, d'abord, et par sa famille ensuite, mais ils sont totalement livrés à eux-mêmes en matière de sécurité contre les influences de tiers inconnus.

- les utilisateurs de main d'œuvre peu onéreuse que représentent les enfants (en général les propriétaires de plantations en Côte d'Ivoire ou ailleurs dans la sous-région, et les familles aisées dans les pays d'origine des enfants victimes ou dans d'autres pays)

Pour essayer de résoudre le problème, les (a) gouvernements des pays concernés, à savoir le Mali, la Côte d'Ivoire, et le Burkina Faso (avec leurs services spécialisés respectifs) ainsi que les (b) organisations de la société civile des pays concernés, les (c) organisations et (d) ONG internationales ont entrepris une série de consultations et ont arrêté un certain nombre de mesures qui restent à appliquer.

### **Le rôle des organisations de la société civile dans la résolution de ce conflit**

L'Aide à l'Enfance Canada, ONG internationale, et Mali en Jeu, ONG nationale, travaillent toutes les deux pour la promotion du bien-être de l'enfant, et chacune dispose d'un centre d'accueil d'enfants en difficulté à Sikasso.

Suite aux critiques de la presse internationale et de certaines organisations des Nations Unies, notamment l'UNICEF, ces deux ONG se sont senties responsables et vont réagir car elles disposent des compétences requises pour aider les enfants rapatriés à retrouver leur famille d'origine et à surmonter leurs traumatismes, bien qu'elles ne puissent rien anticiper.

En revanche, dans le domaine de la prévention, ces ONG peuvent agir pour mobiliser l'opinion publique nationale et internationale sur le problème et donc d'exercer des pressions sur les gouvernements pour leur faire prendre les dispositions nécessaires dans le but de mettre fin au trafic d'enfants.

### **M5. CAS DE L'UNION RÉGIONALE DES COOPÉRATIVES DES ÉLEVEURS, COMMERÇANTS DE BÉTAIL, DE VIANDE, CUIRS & PEAUX DE SIKASSO**

#### **Historique du conflit**

Cette entité est une organisation de la société civile de type intermédiaire qui regroupe des coopératives de base des éleveurs et commerçants de bétail, de viande, de cuirs, de peaux et de lait de la région de Sikasso. Elle s'est donnée comme objectifs de résoudre un ensemble de problèmes internes mais ayant des ramifications transfrontalières, vécus par les membres de l'Union. Ces problèmes sont de deux ordres: le premier porte sur l'accès des animaux des transhumants maliens aux ressources fourragères et à l'eau sur les territoires ivoirien et burkinabé; le second est relatif au paiement des taxes arbitraires imposées aux marchands de bétail tant à l'intérieur du pays qu'en dehors des frontières.

En effet, les communautés locales ivoiriennes et burkinabé conditionnent l'accès aux pâturages et aux points d'eau au paiement d'une redevance par les éleveurs maliens. Cette pratique est contestée par l'Union Régionale qui estime que la détention du certificat de transhumance délivré par les services techniques du Ministère malien en charge de l'élevage devrait les mettre à l'abri de ce genre d'abus dans tous les pays de la CDEOA.

Les tracasseries que font subir les agents de contrôle routier (Police, gendarmerie, douane et autres) maliens, ivoiriens et sénégalais aux marchands de bétail menacent dangereusement la pérennité de cette activité économique. Elles sont d'autant plus frustrantes pour eux qu'elles vont à l'encontre de l'esprit des textes législatifs et réglementaires qui constituent une barrière de taille à l'exportation du bétail malien dans les pays limitrophes. Ce conflit, qui oppose les marchands de bétail à l'Etat du Mali, a deux causes principales, à savoir (a) le mauvais comportement des agents de l'administration routière d'un côté et de l'autre (b) l'incapacité du gouvernement à faire appliquer par les Etats voisins les décisions prises par la CDEAO.

### **Rôles et stratégies des OSC dans la résolution du conflit**

Pour résoudre ces problèmes, l'« Union Régionale » a développé une stratégie comportant deux axes d'intervention. Le premier porte sur la sensibilisation et l'information des éleveurs, par la mise à leur disposition de textes réglementant le mouvements des animaux. Ces différents textes seront traduits en Bamanan pour les rendre plus accessibles aux usagers.

Le deuxième axe est la création de marchés frontaliers dont le premier verra bientôt le jour à Sikasso. Ce marché frontalier serait géré par une société d'exploitation de droit privé dont le capital serait ouvert autant à tous les opérateurs privés nationaux qu'à ceux des pays frontaliers (sur financement de CILSS) Ce marché frontalier mis en place, il appartiendrait aux acheteurs ivoiriens de venir s'approvisionner à Siakasso en s'acquittant de toutes les charges inhérentes à la traversée du territoire pour se rendre aux lieux de consommation. Ainsi les marchands de bétail maliens ne seront plus obligés d'amener leurs animaux jusqu'à Abidjan et ne seront plus, de ce fait, astreints à payer des taxes arbitraires.

Cependant, il semblerait clair que la stratégie du marché frontalier ne serait pas la panacée, et ne ferait au mieux que déplacer le problème des marchands maliens vers les opérateurs ivoiriens. Le marché frontalier de Sikasso ne produirait pas les résultats escomptés.

Il en ressort que « l'Union Régionale », qui avoue être constituée en majorité par des membres analphabètes, montre ses limites en matière de prévention et de gestion des conflits, par manque de formation, mais l'ONG ACOD, par ses appuis techniques, est en voie de remédier à cette lacune en formant des cadres pour « l'Union Régionale », aptes à prévenir et à gérer les conflits, voire à agir pour sensibiliser et mobiliser les opinions.

## **M6. LA CRISE SCOLAIRE AU MALI**

Depuis l'avènement de la Troisième République, le système scolaire est loin d'être satisfaisant car la politique de l'Etat et les moyens pour la réaliser ne correspondent pas aux besoins exprimés tant par les élèves que les enseignants, chacun dans leurs domaines.

Les nouvelles autorités étatiques ont fait de l'éducation et de la santé des secteurs prioritaires pour le développement économique et social du pays. Cette volonté politique s'est traduite par un accroissement continu des dépenses dans les deux secteurs et par l'élaboration de programmes décennaux sectoriels pour une plus grande maîtrise de leur développement. En dépit de ces efforts, l'école malienne est traversée par des perturbations, soit par le fait des élèves, soit

par celui des enseignants ou par les deux à la fois. Pour participer à la résolution de ce conflit, la société civile s'est impliquée dans la négociation.

### **Rôle et stratégie de l'OSC dans la résolution du conflit**

La société civile, notamment la CAFO (coordination des ONG féminines) et l'AMDH (association malienne des droits de l'homme) se sont impliquées dans la crise scolaire en utilisant une stratégie basée sur la médiation faisant appel à des commissions de conciliation.

L'AMDH a conduit en particulier la médiation avec la fédération de l'éducation nationale (FEN, syndicat des enseignants) et a mis en place une commission de médiation qui s'est réunie 12 fois au total en 2000. Cette commission a regroupé les représentants de AMDH, du FEN, et du Ministère de l'Éducation. Les discussions ont été conduites par AMDH en son siège (terrain neutre) et ont abouti à la signature par les différentes parties d'un procès verbal portant accord sur les salaires et le statut des enseignants et cautionnée par l'AMDH.

La CAFO s'est également impliquée dans la crise scolaire. Elle a organisé une trentaine de rencontres avec les élèves, avec les organisations féminines dans les quartiers, le gouvernement, les chefs de quartier, les bailleurs de fonds (comme USAID), les syndicats, et les autorités communales. Sa stratégie a été de mettre en place un réseau de proximité pour inciter les élèves à fréquenter les écoles et à rejoindre leurs classes. Il convient aussi de mettre en exergue les actions menées par ces femmes pour sensibiliser l'opinion sur la nécessité de dépolitiser la crise et lui faire prendre conscience des effets néfastes pour le Mali. La CAFO a remporté des succès.

L'une des causes principales du malaise est le déclenchement de grèves par les élèves pour exprimer leur mécontentement face l'application de nouveaux critères pour l'attribution des bourses; en effet, pour faire face à l'augmentation des effectifs boursiers et pour privilégier la qualité des bénéficiaires des bourses, le gouvernement a décidé de définir un certain nombre de critères, mal acceptés par les élèves.

Face aux problèmes rencontrés par l'école malienne, un débat national a été organisé en août 2001 avec la participation de tous les concernés, et il faut en espérer que les conclusions permettront au Mali de retrouver une école sereine et efficace.

## **Annexe 5 Anecdotes Côte d'Ivoire et Mali**

---

## Côte d'Ivoire

### CIAN1. LES ÉLÈVES GRÉVISTES

Pendant la grave crise estudiantine et scolaire de 1999, les élèves grévistes ne se contentaient pas de sortir les non-grévistes des salles de classe et en plus des violences qu'ils exerçaient sur eux, ils incendiaient les bâtiments. Les forces de sécurité étaient débordées et impuissantes. Face à cette situation, à Korhogo, les chasseurs *dozos* ont décidé de garder les écoles, de jour comme de nuit. On n'a pas enregistré d'écoles incendiées dans ce coin, les assaillants étant non seulement découragés par la présence des *dozos*, mais ils étaient aussi probablement impressionnés (ou repoussés) par les pouvoirs mystiques que les *dozos* semblaient posséder.

### CIAN2. VOLEURS DE BÉTAIL ET CONFLIT ETHNIQUE

Les habitants du nord de la Côte d'Ivoire sont éleveurs, mais ils sont plus cultivateurs, et lorsqu'ils font de l'élevage, ils s'attachent les services d'un bouvier peul dont la spécialité est d'être pasteur. Les Peuls sont originaires du Mali ou du Burkina; ils deviennent donc « salariés » chez leurs hôtes et sont rétribués en recevant le lait des vaches et quelques billets de banque.

Les villageois, pour faire face à l'entretien du « salarié », se mettent à plusieurs et confient leurs troupeaux à un même bouvier. Par solidarité, mais aussi par souci de contrôle, les troupeaux, sous la responsabilité d'un même bouvier, sont parqués dans un même enclos. Mais il se trouve que certains bouviers sont indéliçats...

Dans un village de Kasséré, les villageois qui avaient confié leurs bœufs à un bouvier se sont aperçus que leurs troupeaux au lieu de se développer, diminuaient. Un matin, ils sont allés voir le bouvier pour faire un pointage avec lui. Le bouvier, qui ne s'attendait pas à cet « audit », s'y était néanmoins soumis. Mais à l'approche de l'enclos, il a demandé à aller à la recherche d'une bête disparue depuis la veille, et il est parti à sa recherche jusqu'à la tombée de la nuit. Revenus au village, les paysans ne trouvèrent pas le bouvier chez lui où l'attendaient sa femme et son enfant. Cette absence s'étant prolongée plusieurs jours, l'épouse en a conclu que les paysans avaient assassiné son mari. La nouvelle se répandit dans le canton où il faillit maîtriser bouviers et cultivateurs: les bouviers voulaient venger leur « frère », et les paysans eux voulaient se dédommager sur des bœufs appartenant à tout Peul. Le chef du village et ses notables intervinrent pour calmer tout un chacun en les faisant jurer sur le fétiche. Les bouviers ont déposèrent les armes, mais au bout d'une semaine, ils portèrent l'affaire devant la gendarmerie et, malgré l'intervention du chef du village, les paysans furent condamnés.

La « veuve » fut donnée en mariage à un autre Peul qui s'était établi sur place et qui prétendait être apparenté au disparu. Par ailleurs, pendant l'incarcération des accusés, la gendarmerie avait décidé de confier la garde du troupeau au Peul, nouveau mari de la « veuve », et ce malgré l'opposition de notables qui étaient sceptiques quant à cet assassinat.

Cinq ans plus tard, le « défunt » fut aperçu sur un marché, à plus de deux cents kilomètres de Kasséré, en train de vaquer tranquillement à ses activités. La gendarmerie la plus proche fut



alertée. Le bouvier indélicat fut interpellé puis extradé dans la circonscription administrative où ses employeurs croupissaient en prison.

### **CIAN3.      INSÉCURITÉ, PEINE DE MORT, ET AMNESTY INTERNATIONAL**

En 1998, l'insécurité civile avait atteint un niveau inacceptable et les forces de l'ordre furent autorisées à faire usage de leurs armes contre les bandits pour montrer leur détermination. Des bandits furent abattus mais il y eut aussi des bavures. Néanmoins, cette méthode ne semblait pas donner entière satisfaction et le parlement fut saisi d'un projet de loi tendant à instaurer la peine de mort. *Amnesty International*-C.I. a protesté et a fait des publications pour dénoncer cette solution contre l'insécurité. Pendant les travaux préparatoires à la rédaction de la nouvelle constitution, *Amnesty International* qui de par son statut ne peut pas intervenir directement, a fait pression sur les organismes de la société civile pour faire inscrire l'interdiction de la peine de mort dans la loi fondamentale.

## **Mali**

### **MAN1.      TON VILLAGEOIS DE KOMBO**

Le « ton » villageois de Kombo est l'œuvre collective de la population du village. Le « ton » est administré par un comité de gestion de 10 membres dont de la durée des mandats n'est pas fixée à l'avance. Quelques membres ont noté la mauvaise gestion, le manque de transparence, et l'inexistence de l'alternance. Ces membres se sont constitués en groupe de pression pour demander des changements. Ce nouveau clan est entré en opposition contre les dirigeants du « ton ». Le village s'est scindé en 2 camps, ce qui a emmené le chef d'un village à faire appel à INAGEF pour l'aider dans la résolution du conflit. INAGEF a fourni des formations/appuis/conseils au village, ce qui a abouti à une convention pour la gestion des ressources du « ton ». Par ailleurs, un règlement intérieur pour le village a été élaboré et les deux camps se sont réconciliés.

### **MAN2.      DES ÉLÈVES COMME MAIN D'ŒUVRE**

Dans certaines communes, il a été observé pendant plusieurs années que les écoles avaient de très bonnes récoltes sur les terrains qui leur étaient annexés. Les élèves étaient le plus souvent dans les champs. Les récoltes étaient vendues par les maîtres qui se constituaient d'importants revenus. Les parents inquiets ont interpellé les enseignants sur ces pratiques. Ces parents, analphabètes, ont été rassurés par les maîtres qui arguaient que la loi autorisait cette pratique. Néanmoins, certains parents se sont constitués en délégation pour se rendre auprès de l'inspecteur d'académie (sur conseil de INAGEF) L'inspecteur sceptique a néanmoins diligenté une enquête. Face à la réalité, l'inspecteur a organisé une séance pour mettre les choses au point. Les maîtres se sont engagés à abandonner la pratique consistant à faire travailler les enfants dans un but lucratif. Il faut noter que cette situation a été due au fait que les parents eux-mêmes ont été abusés par les maîtres car dans les années 60 – 65, une réforme a été introduite dans le système éducatif malien, réforme dite « ruralisation » pour initier les enfants aux activités agricoles. Cette réforme a été abandonnée depuis fort longtemps.

### **MAN3. LES VENDEUSES DE SABLE**

Dans le cadre de la crise scolaire, la CAFO a fait appel aux vendeuses de sable pour résoudre cette crise. Ces femmes analphabètes ont d'abord suscité une certaine curiosité. Comment des analphabètes, de surcroît femmes, pouvaient se mêler de ce qui ne les regardait pas ? En fait, elles ont fait preuve d'une telle détermination dans leur mission qu'elles ont été félicitées par tous les protagonistes.

### **MAN4. LES RISQUES DU METIER**

Le mouvement national des femmes pour la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale (MNFSPUN) a eu beaucoup de difficultés pour s'imposer. Dès les premières heures du conflit du Nord Mali, des femmes se sont organisées pour apporter leur contribution. Pour le gouvernement et les militaires, les femmes devaient rester à la maison. Les combattants du Nord, eux, avaient une fois projeté d'enlever ces femmes car elles cherchaient à les rencontrer dans le maquis. A la fin du conflit, cette association a été décorée pour son immense travail en faveur de la paix.